

DOING BUSINESS IN AFRICA

INVESTIR

GUINÉE
2019

Un potentiel (enfin) exploité

Infrastructures, mines, agriculture, commerce, logement, aménagement urbain...
Soixante ans après son indépendance, grâce à un ambitieux plan de développement,
la Guinée passe à la vitesse supérieure dans tous les secteurs clés de son économie.
De quoi rassurer les investisseurs, tout en générant ressources et emplois.



ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

8 CONJONCTURE

Les mines et les services de nouveau sur la bonne pente

14 ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Changement de climat

20 INTERNATIONAL

Diplomatie tous azimuts

24 COMMERCE EXTÉRIEUR

Un trafic portuaire boosté par les miniers

INFRASTRUCTURES

26 TRANSPORTS

L'énergie et la logistique passent à la vitesse supérieure



SMB

30 PORTS

Le PAC, un futur géant d'Afrique de l'Ouest

32 INDUSTRIES EXTRACTIVES

La bauxite, fer de lance des mines

La Société minière de Boké ne laisse rien au hasard

38 ÉNERGIE

La Guinée en plein virage hydroélectrique

SERVICES

42 HÔTELLERIE

Conakry rattrape son retard



46 BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

Une diversification de bon augure

48 TIC

Guinée 2.0

Mentor de jeunes entrepreneurs

52 IMMOBILIER ET BTP

Bâtir 120 000 logements

SOCIÉTÉ

56 ENTREPRENEURIAT

Incubateurs : faire de l'idée une réalité

60 AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

Le secteur agricole, véritable moteur de la croissance

66 ÉDUCATION

Professeurs en manque d'école

68 SANTÉ

Renforcer le système sanitaire

70 VOTRE SÉJOUR

Choisir son hôtel à Conakry
Excursion

72 COORDONNÉES UTILES



Le Port autonome de Conakry fait
l'objet d'un projet d'extension
sans précédent.



LA GUINÉE EN CHIFFRES

Localisation

La Guinée occupe une place géographique stratégique au cœur de la Cedeao, forte de ses 3 400 km de frontières partagées avec la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone.

Le pays dispose également d'une côte longue de 320 km, débouché maritime potentiel pour ses voisins de l'hinterland.



Indicateurs investissement/entreprises



21,7 milliards d'euros

Promesses d'engagement enregistrées par la Guinée pour financer son Plan de développement économique national (PNDES)



Taux d'investissement en 2016 : **25,2% du PIB**
Près de quatre fois plus que l'année précédente

Indicateurs humains généraux



Population **12,4 millions**



Espérance de vie **61 ans**



Superficie **245 857 km²**



Âge moyen **17,3 ans**



Croissance démographique **2,5%**



Taux de fécondité **4,8 enfants** par femme en âge de procréer



Taux brut de reproduction **2,4**



Taux de natalité **38,7 / 1000** habitants



Taux de mortalité **10,6 / 1000**



Taux de mortalité infantile **76,4 / 1000**

SOURCE : ANNUAIRE STATISTIQUE NATIONAL GUINÉE



8 793

entreprises créées en 2017 au Guichet unique de l'investisseur, contre **3 037** en 2014



Investissements directs étrangers : **1 668,8 millions de dollars** près de deux fois plus que sur les quatre années précédentes

Recettes des secteurs non miniers **8 614,6 milliards de GNF**



Recettes du secteur minier **2 320 milliards de GNF**

Liaisons aériennes depuis Conakry



Dakar **1h25**

Abidjan **1h50**

Indicateurs macroéconomiques (%)

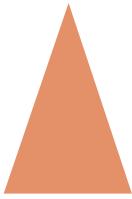
SOURCES : BANQUE MONDIALE, FMI

6,7%



Croissance réelle

8,5%



Taux d'inflation

8,48
milliards de dollars



PIB nominal

683,50
dollars



PIB /habitant

2016
594
millions de dollars

2020
(est.)

1,341
milliard de dollars

Réserves de change

Indicateurs sur l'environnement des affaires



+ 25

places au classement
« Doing Business »
entre 2013 et 2018



72 heures

Le temps nécessaire pour
créer une entreprise



3,5/6

L'Indicateur CPIA
de gestion économique
de la Banque mondiale
pour la Guinée en 2016,
contre 2,3 cinq ans plus tôt

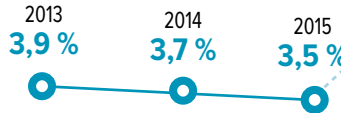


29 jours

Le temps nécessaire
pour obtenir
un permis de
construire

Une croissance toujours plus forte

SOURCES : FMI



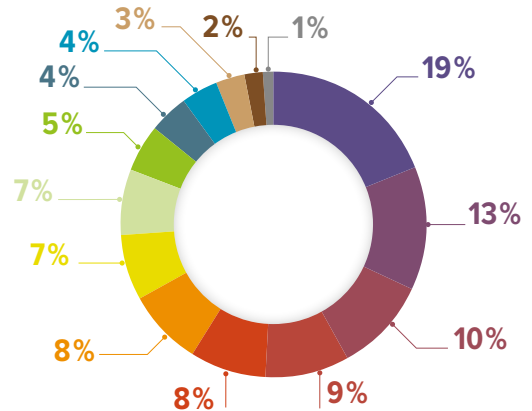
* Selon le scénario du
gouvernement guinéen
prenant en compte les
projets prioritaires du PNDES

Le commerce toujours en pole position

(PIB en 2016)

- Commerce
- Activités extractives
- Administration publique
- Agriculture
- Élevage, chasse, pêche, pisciculture, sylviculture
- Services marchands
- Produits manufacturiers
- Impôts
- Construction
- Transports
- Services non marchands
- Autres
- Produits alimentaires
- Électricité, gaz, eau

SOURCE : MINISTRE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE



Casablanca
3h35



Paris
8h30



Addis-Abeba
9 heures

Les mines et les services de nouveau sur la bonne pente

Confrontée à une grave crise sanitaire et à la baisse du coût des matières premières, la Guinée a prouvé sa résilience. Une reprise que vont venir consolider les investissements prévus dans le cadre du Plan national de développement économique et social.

Dès 2016, la croissance a affiché un taux de 6,6 %.

Depuis 2010, les autorités guinéennes se sont attachées à normaliser le contexte politique national tout en stabilisant l'environnement macroéconomique, en lien étroit avec le FMI. Avant de récolter le fruit de ses efforts, le pays a dû affronter les conséquences de l'épidémie de virus Ebola – officiellement finie dans le pays en juin 2016, selon l'OMS –, puis faire face à la chute des cours des minerais sur le marché mondial.

Dès 2016, la croissance a affiché 6,6 %. Elle a même atteint 6,7 % l'année suivante, ce qui est nettement supérieur à la moyenne subsaharienne. Un rebond lié à la hausse de la production minière – plus forte qu'attendu après le démarrage de nouveaux projets –, à un accroissement des rendements agricoles ou encore à l'augmentation de la production d'électricité. L'inflation, qui reste au-dessus des normes de la sous-région (à un peu plus de 8 %), est néanmoins en baisse depuis 2010 et contenue grâce à la relative stabilité du taux



de change et à une politique monétaire prudente. Selon les autorités guinéennes, elle est tombée à 6,5 % en 2017 et ne serait plus que de 4,8 % en 2018.

Des partenaires au rendez-vous

Le Plan national de développement économique et social 2016-2020 (PNDES), outil de mise en œuvre de la Vision 2040 du gouvernement, va accentuer cette dynamique. Construit autour de quatre piliers – la gouvernance, la transformation économique, le développement du capital humain et la gestion durable des ressources –, il préconise une forte hausse des investissements dans les infrastructures, ainsi que dans l'économie productive. Les partenaires techniques et financiers de la Guinée, réunis



Port minéralier
de Katougouma,
Société minière de Boké.

en novembre 2017 à Paris, ont soutenu ce programme en promettant un total de 21,7 milliards de dollars (18,4 milliards d'euros).

Conakry peut également compter sur le soutien de la Chine, avec laquelle un accord d'investissement de 20 milliards de dollars sur vingt ans a été signé en septembre, là encore pour renforcer le développement des infrastructures (*lire l'interview de la ministre du Plan, p. 12*). Après avoir signé avec le FMI en 2012 un premier programme de facilité élargie de crédit (FEC), la Guinée en a signé un second en 2017. Elle dispose ainsi de prêts non concessionnels à hauteur de 650 millions de dollars par an, en complément d'autres financements déjà identifiés dans le plan triennal 2017-2020.

Le secteur tertiaire mène le jeu

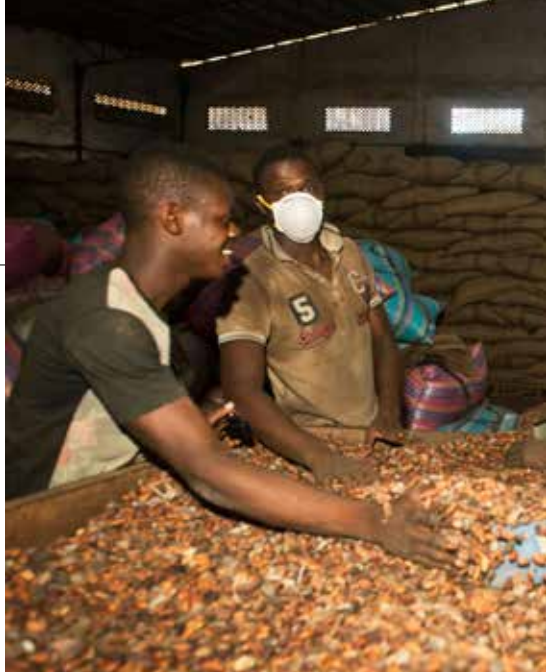
Avec une part de 18 % du PIB en 2016, le secteur primaire emploie le plus grand nombre de Guinéens, en particulier dans l'agriculture. Certes, sa croissance a été modérée en 2016 (+3,1 %), mais elle devrait atteindre 4 % par an d'ici à 2020. Si elle est la plus faible en moyenne, la contribution de ce secteur à l'économie nationale est la plus stable.

Le secteur secondaire, qui représentait 28 % du PIB en 2016, est largement dominé par les activités extractives (13 % du PIB) - bauxite et or en tête -, qui constituent près de 80 % de la valeur des exportations guinéennes. Leur forte croissance va se poursuivre, puisque après une hausse de 16,1 % en 2016 elle devrait s'établir à 10 % par an jusqu'en 2020. →

18%

La part du secteur
primaire dans le PIB.

C'est toujours le monde agricole qui emploie le plus grand nombre de Guinéens.



→ Les bâtiments et travaux publics, ainsi que le secteur de l'électricité, ont également soutenu cet élan.

Quant au secteur tertiaire, il représente à lui seul près de la moitié du PIB, tiré principalement par les activités de commerce et les services marchands. Il connaît une croissance relativement modérée (+3,1 % en 2016), laquelle devrait grimper à 5 % par an à l'horizon 2020.

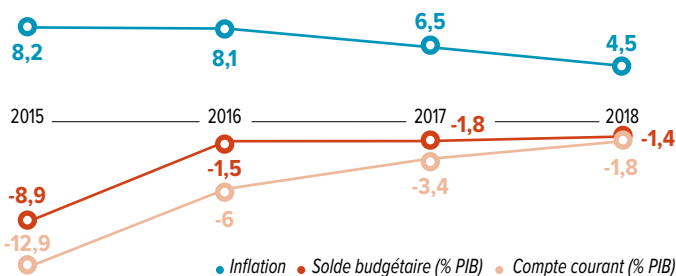
Des IDE en plein boom

L'engouement pour l'économie guinéenne est confirmé par un taux d'investissement qui a plus que triplé entre 2015 et 2016, de 7,3 % à 25,2 % du PIB. Cette tendance tient au rebond des investissements directs étrangers (IDE), passés sur la même période de 3 % à 18,8 % du PIB, notamment grâce au démarrage de grands projets miniers dans la bauxite.

Le mouvement devrait se maintenir autour de 13 % dans les prochaines années, tout en se diversifiant – notamment dans les infrastructures – avec la forte participation du privé dans la mise en œuvre des projets du PNDES. Outre les mines, ces IDE s'orientent vers les banques, l'assurance et la téléphonie, mais trop peu vers l'agriculture. Quant au déficit du compte courant, en hausse en raison des fortes entrées de biens d'équipement, il devrait continuer à se creuser.

Le taux d'investissement a plus que triplé de 2015 à 2016.

Inflation contenue et déficit réduit



SOURCE : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE EN 2017

Une gestion budgétaire plus efficace

Depuis 2010, un ambitieux agenda de réformes est observé. Les finances publiques ont été assainies, la gestion monétaire et fiscale ainsi que la gouvernance ont été renforcées mais aussi rendues plus transparentes, avec le soutien du FMI et de la Banque mondiale. De nouveaux codes ont été adoptés pour mieux encadrer certains secteurs de l'économie (investissements, partenariats public-privé, mines...), de même qu'une loi anti corruption, alors que la réforme de la justice est toujours en cours. Un nouveau plan de réformes structurelles fait partie du second programme négocié avec le FMI fin 2017. Plusieurs classements mondiaux ont salué ces progrès dans la gouvernance politique et économique.

Dépenses en baisse, recettes en hausse

Grâce à une réduction de ses dépenses courantes, au report de certains projets d'infrastructures et à l'alignement de la dépense publique sur les financements non inflationnistes disponibles, le pays a su réduire son déficit budgétaire, qui avait atteint -16,7 % du PIB en 2011... Elle bénéficie aussi d'une progression des recettes publiques, qui sont passées de 7 976 milliards de francs guinéens en 2012 à 11 391 milliards en 2016 (de 855 millions d'euros environ à 1,142 milliard d'euros).



Mais avec une part de recettes de 14,8 % du PIB en 2016 (10,6 % en 2010), la Guinée reste en deçà des performances de la plupart de ses voisins. Leur potentiel d'accroissement, estimé entre 3 % et 5 %, demeure élevé, notamment dans les mines, et des réformes sont mises en œuvre pour améliorer la récupération de ces recettes et élargir l'assiette fiscale.

Le PNDES, financé aux deux tiers par des fonds provenant de l'extérieur et via des partenariats public-privé, prévoit des dépenses publiques en augmentation de 14 % par an sur la période 2016-2020. Les dépenses d'investissement doivent quant à elles passer de 36 % du total du budget de l'État en 2016 à 48 % en 2020, alors que la part des dépenses courantes (les salaires en particulier) continuera de baisser.

Politique de la dette

Depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE) en 2012, la dette publique de la Guinée, estimée à 40,9 % à la fin de l'année 2016, est devenue l'une des plus faibles de la sous-région. Le lancement des projets phares du PNDES va conduire à l'augmentation de la dette extérieure, bien qu'une part importante de celle-ci sera composée de crédits concessionnels ou semi-concessionnels. Cette dernière pourrait par ailleurs être compensée par la baisse prévue de la dette domestique, dont l'apurement est indispensable pour redonner un souffle aux PME locales. ■

Comment l'économie guinéenne va se transformer

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 fait suite au troisième Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), arrivé à échéance en 2015. Destiné à rendre opérationnelle la Vision 2040, il pose les bases de la transformation structurelle de l'économie du pays et promeut une croissance inclusive à même d'améliorer substantiellement le quotidien des Guinéens.

Ce plan repose sur les quatre piliers majeurs qui soutiennent la société guinéenne. En ce sens, il construit un cadre fédérateur pour toutes les stratégies sectorielles en cours, dont il assure la coordination :

la promotion de la gouvernance

visé à consolider l'État de droit, la démocratie, la sécurité et la cohésion sociale, et à rendre efficiente l'action publique ;
la transformation durable et inclusive de l'économie s'appuie notamment sur les ressources minières pour développer l'agriculture, diversifier l'industrie et investir dans les infrastructures ;

le développement du potentiel humain doit être rendu possible par un meilleur accès à la santé, à l'éducation et à la formation, ou encore par une plus grande autonomisation des femmes ;
la gestion durable du capital naturel vise à améliorer la protection des ressources et à mieux préparer le pays aux catastrophes naturelles. ■

52 « projets phares » dans le viseur

Le coût du PNDES est évalué à 14,6 milliards de dollars, dont 49,3 % et 38,2 % sont destinés aux deuxième et troisième piliers. L'État y contribue via le budget national à hauteur de 30 %, alors que la participation du privé (via des partenariats avec le public), doit atteindre 38,2 %. Le PNDES compte 675 projets et programmes, mais une liste des 52 plus matures, dits « projets phares », a été établie. Ils sont au nombre de seize dans les infrastructures, onze dans l'environnement, huit dans l'éducation ou encore six dans le secteur énergétique notamment. Quarante-trois doivent être réalisés dans un cadre public, six à travers des partenariats public-privé et trois par des acteurs privés.

21,7 milliards de dollars promis

Tous ces projets ont été présentés lors de la réunion du groupe consultatif qui s'est tenue à Paris les 16 et 17 novembre 2017. Lors de celle-ci, des promesses de financement pour un total de 21,7 milliards de dollars ont été enregistrées de la part des partenaires techniques et financiers de la Guinée. Le suivi de l'exécution du PNDES est assuré par le ministère du Plan et de la Coopération internationale. Celui-ci fait actuellement adopter par le gouvernement un projet d'arrêté portant création, attributions, organisation et fonctionnement du dispositif institutionnel de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PNDES.

INTERVIEW

« Nous ciblons les infrastructures et l'énergie en priorité »

KANNY DIALLO, ministre du Plan
et de la Coopération internationale



Diplômée en économie et finance de l'université américaine de Washington DC et de l'université Paris X-Nanterre, **KANNY DIALLO** est spécialiste du développement. Après avoir entamé sa carrière au FMI en 1981, elle a rejoint la BAD cinq ans plus tard et y est restée jusqu'à son arrivée en 2016 à la tête du ministère du Plan et de la Coopération internationale.

Quelle est la feuille de route du gouvernement en matière de développement ?

Lorsque nous avons présenté le PNDES à nos partenaires, en novembre à Paris, nous avons aussi présenté le Programme national d'investissement, en insistant sur 52 projets structurants. Ce document constitue notre feuille de route pour les trois prochaines années, qu'il s'agisse des fonds obtenus pour soutenir le PNDES, avec 21,7 milliards de dollars [18,4 milliards d'euros] d'engagement, ou de ceux concernant l'accord signé avec la Chine en septembre : 20 milliards de dollars sur vingt ans. Le fait de concentrer l'investissement sur un tel programme est nouveau en Guinée. Auparavant, c'était la demande qui guidait le mouvement. Pour tout ce

qui a trait au financement du développement, nous essayons de standardiser un processus de planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation. Les partenaires auxquels nous avons présenté notre stratégie s'inscrivent dans ce cadre.

Leur appui est-il à la hauteur de vos attentes ?

Il a été très fort. Le PNDES est une véritable opportunité pour notre pays. Dès le début, nous avons présenté une note conceptuelle aux partenaires en leur indiquant ce que nous attendions d'eux, tout en leur permettant de faire part de leurs remarques. Cela a facilité leur adhésion. Nous avions besoin de 14 milliards de dollars et nous en avons obtenu 21,7, ce qui signifie que nous avons

réussi à convaincre de la qualité du Plan, de la pertinence de nos objectifs et de la sincérité de notre engagement. Nous affrontons nos problèmes de gouvernance de front, afin de générer suffisamment de ressources domestiques pour financer notre développement.

Justement, les capacités administratives de la Guinée sont souvent vues comme un obstacle à la réalisation des objectifs de développement. Comment y palliez-vous ?

Nous savons que l'insuffisance de nos capacités peut constituer un handicap dans l'atteinte même de nos objectifs. Pour dépasser cette difficulté, nous avons intégré la problématique en créant un programme national de renforcement de ces capacités. Nous

allons apporter des solutions transversales à plusieurs niveaux : formation, recrutement, mise à niveau de la fonction publique... Les résultats étaient limités jusque-là car l'approche des régimes précédents était sectorielle et parcellaire, y compris dans le cadre des plans établis avec la Banque mondiale, alors que la nôtre est transversale.

Le PNDES a été préparé en un temps record, pourquoi ?

La Guinée a connu de longues périodes d'instabilité avec le régime militaire, la transition, puis la grave crise due à Ebola. Il nous fallait donc prendre le taureau par les cornes pour faire l'état des lieux du pays, puis élaborer notre stratégie. Nous aurions pu prendre deux ans pour accomplir

« Nous avons recentré nos objectifs sur le secteur agricole et rural afin de mieux maîtriser le financement de notre développement. »



ce travail, mais l'urgence dans laquelle nous nous trouvons, aggravée par la baisse des cours des matières premières, nous a poussés à le réaliser en six mois. Nous n'avons pas voulu tout miser sur les mines, un domaine trop aléatoire, et nous avons recentré nos objectifs sur le secteur agricole et rural, afin d'observer une approche plus maîtrisée du financement de notre développement.

Quelles sont les urgences du PNDES ?

Tout est urgent, mais compte tenu de nos limites en matière de capacités et d'aménagements financiers, nous avons défini des zones prioritaires :

les infrastructures, le développement rural, le domaine social et l'énergie. Cela peut concerner des projets transversaux bien sûr. Le premier projet signé en 2018, avec la Banque africaine de développement [BAD], pour environ 42 millions de dollars, concerne l'interconnexion électrique avec le Mali. En 2017, dans les infrastructures, trois projets majeurs ont été signés pour la construction de routes vers la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et le Mali, afin de désenclaver toute une zone de production, notamment minière. Entre 2016 et 2017, nous avons enregistré presque 1 milliard de dollars d'engagements pour dix-huit projets

[publics] financés et signés. Certains ont débuté.

Que pouvez-vous dire de l'accord avec la Chine, qui a été diversement apprécié ?

Je ne sais pas pourquoi cela a provoqué tant d'incompréhension et de suspicion. La Guinée a toujours travaillé avec la Chine, elle est le premier pays africain à l'avoir reconnue. L'accord-cadre consiste pour Pékin à mettre à disposition de la Guinée, sur près de vingt ans, 20 milliards de dollars. Chaque année, nous allons nous réunir autour d'une table pour négocier des projets à hauteur de 1 à 2 milliards de dollars. Cela va reposer sur deux aspects : nous allons

mettre à disposition de la Chine des concessions minières d'une part et cette dernière nous proposera des ressources financières d'autre part. Cette année par exemple, nous négocions quatre projets de voirie urbaine et d'assainissement pour environ 200 millions de dollars, de même qu'une route importante de Coyah à Mamou-Dabola pour environ 300 millions de dollars. Il est aussi question d'une université, sur les quatre étant prévues, dont le coût sera de 200 millions de dollars environ, et enfin de routes situées en Haute-Guinée pour environ 250 millions de dollars. C'est une approche claire et transparente. ■



V. FOURNIER/JA

Changement de climat (des affaires)

Entre 2013 et 2018, la Guinée a gagné 25 places dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale. Et ce n'est pas fini : sa politique volontaire d'amélioration de l'environnement pour les investisseurs se prolonge dans le Plan national de développement économique et social.

Les autorités n'ont pas ménagé leurs efforts depuis 2010 pour améliorer le climat des affaires en Guinée et la plupart des indicateurs clés de gouvernance économique du pays s'améliorent. La Banque mondiale a salué ces progrès en lui faisant gagner 25 places depuis 2013 dans son classement « Doing Business », dont dix entre 2017 et 2018, ce qui le place au 153^e rang des 190 États évalués.

Créer son entreprise, c'est facile

Si des progrès notables ont été enregistrés en Guinée, c'est notamment grâce à la simplification de la création d'entreprise (en 72 heures, avec une réduction du capital minimal), à la diminution des taxes sur les transferts de propriété et des frais de notaire, ou encore à la fluidification de l'octroi des permis de construire (en 29 jours). La nouvelle législation de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) en 2014 a en outre permis de renforcer la protection des investisseurs.

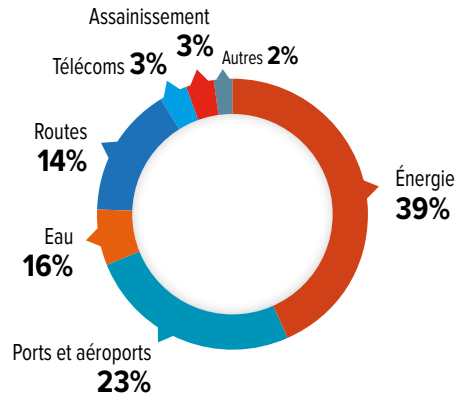
À chacun son guichet

Pour développer le secteur privé, le cadre institutionnel a été renforcé : l'Agence de promotion des investissements privés (Apip), restructurée, abrite désormais en son sein un guichet unique pour les investisseurs (*lire p. 18-19*) chargé d'informer, de conseiller et d'accompagner les entrepreneurs nationaux et internationaux. Le secteur minier bénéficie également d'une telle structure, créée en 2016, le cadastre et les licences minières étant pour leur part digitalisés. Enfin, un guichet unique doit voir le jour en 2018 pour le foncier.

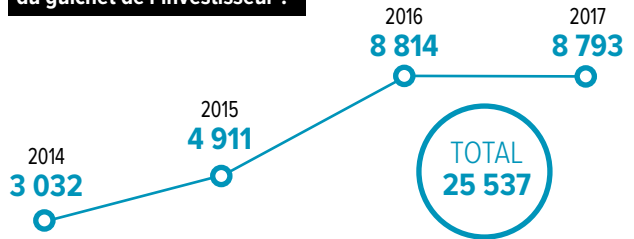
Dans le même temps, un code des investissements plus attractif a été promulgué en 2015. Celui des mines l'avait été en 2011, dans la foulée de l'adhésion de la Guinée à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Itie). Un code pétrolier est par ailleurs en cours de validation, de même qu'un code consacré à l'élevage et aux produits animaliers. →

Les PPP préfèrent l'énergie

(Répartition des projets par secteur)

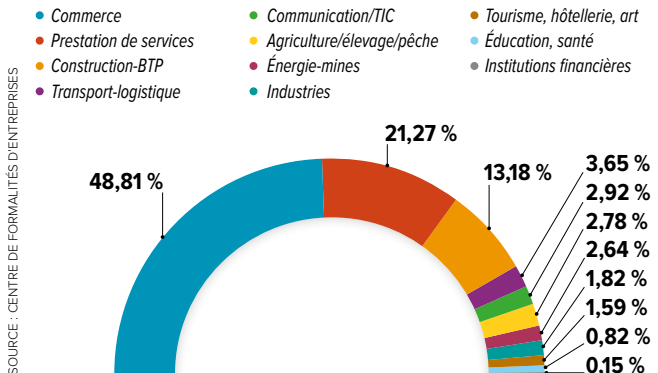


Combien d'entreprises créées auprès du guichet de l'investisseur ?



Boom dans le commerce

(Nombre d'entreprises fondées par secteur, 2014-2017)



SOURCE : CENTRE DE FORMALITÉS D'ENTREPRISES

→ Une loi et des partenariats

Accompagnée par la Société financière internationale (SFI), la Guinée a adopté en juillet 2017 une nouvelle loi-cadre pour les partenariats public-privé. Celle-ci simplifie la signature de ce type de contrats et crée les institutions qui doivent permettre de les multiplier. La loi prévoit la naissance d'une unité de pilotage, au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

Les ministères sectoriels sont désignés comme les autorités contractantes, en conséquence ils portent les projets de contrats avec le privé. Celui de l'Économie, de son côté, met en œuvre les engagements publics et contrôle l'utilisation des fonds à travers l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) et l'Administration et Contrôle des grands projets et marchés publics (ACGMPM).

En avant les réformes !

Un portefeuille de projets potentiels, situés principalement dans les domaines de

l'énergie, des transports et de l'eau, a été constitué. Il a été déterminé en fonction de six critères : le degré de priorité du secteur public, la solidité des recettes prévues, la facilité de mise en œuvre, les impacts économiques attendus, le niveau de préparation et d'attractivité pour les investisseurs privés. À la fin de l'année 2017, le président de la République a également lancé la Plateforme de concertation du secteur privé guinéen pour renforcer le dialogue entre ce dernier et le public.

Plusieurs actions prioritaires doivent être poursuivies dans le cadre du PNDES, à travers les stratégies de développement du secteur privé et de promotion des investissements. C'est le cas de l'amélioration de l'accès aux services financiers, de la simplification du système fiscal (notamment celui des PME/PMI) et des procédures en matière de construction, de transfert de propriété ainsi que d'accès à l'eau et à l'électricité. Il faut aussi avancer dans la formalisation du secteur privé guinéen et du renforcement de ses capacités. ■

6

Le nombre de critères utilisés pour évaluer les projets potentiels.



Le délai d'octroi des permis de construire a été réduit à 29 jours. Ici la résidence Dolphine, dans le quartier de Camayenne.

En 2017, le pays a adopté une nouvelle loi-cadre sur les partenariats public-privé.

FOCUS

Une meilleure gouvernance

Le FMI avait accordé pour la première fois en 2012 une facilité élargie de crédit à la Guinée, renouvelée en 2017. Ce faisant, l'institution internationale a également assisté techniquement les autorités dans la modernisation du régime fiscal guinéen, la réforme du marché des changes, la gestion de la liquidité par la banque centrale, l'accès au crédit pour le secteur privé ou encore le renforcement des capacités statistiques nationales.

Plus de transparence

Parallèlement au Programme de réforme et de modernisation de l'Administration (Prema) en cours, une loi renforce depuis 2017 la prévention de la corruption et les sanctions. La confirmation par un audit de mauvaises pratiques en matière de dépenses d'investissement dans les infrastructures (routes, énergie...), entre 2014 et 2016, a poussé les autorités à accélérer le renforcement des procédures pour les marchés publics. L'édition d'une revue annuelle des entreprises publiques à caractère administratif par le ministère du Budget ou encore la publication trimestrielle de l'exécution budgétaire témoignent aussi de cette volonté de transparence et de bonne gouvernance.

Une justice plus crédible

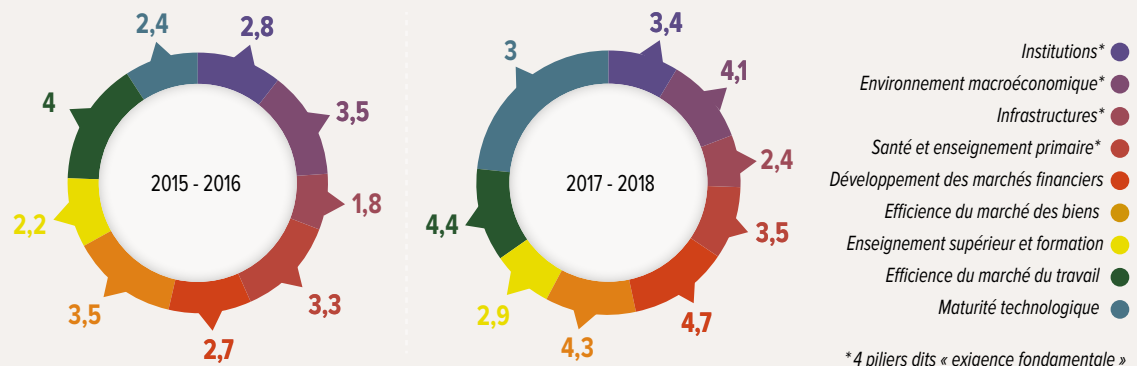
Dans le même sens, une Politique nationale de réforme de la justice (PNRJ, 2014-2024) a été lancée à la suite des

états généraux du secteur organisés en 2011, afin de rapprocher l'institution du citoyen et de crédibiliser le système. Elle revendique déjà la création d'un Conseil supérieur de la magistrature, d'un Conseil économique et social et de l'Institut national des droits de l'homme. La Cour des comptes, installée il y a trois ans, a présenté en janvier son premier rapport, consacré à l'année 2016. Par ailleurs, plusieurs projets visent à moderniser la justice appliquée au monde des affaires, telles la simplification des procédures et la promotion des modes alternatifs de résolution de conflits : conciliation, médiation, arbitrage.

Des progrès salués dans le monde

La Banque mondiale a reconnu les avancées de la Guinée en matière de « gestion économique » dans son classement « Country Policy and Institutional Assessment » (CPIA) : entre 2010 et 2016, elle est passée de 2,3 à 3,5 sur 6, dépassant la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,2). Le rapport global sur la compétitivité du Forum économique mondial lui fait pour sa part gagner 21 places de 2015 à 2017, elle atteint ainsi le 119^e rang. Le Forum sur la compétitivité des investissements du Groupe de la Banque mondiale a quant à lui placé la Guinée parmi les cinq pays les plus réformateurs en vue d'attirer des investissements directs étrangers (IDE) en 2017 – lesquels ont effectivement augmenté. ■

La Guinée plus compétitive à tout point de vue (Forum économique mondial, de 0 à 6)



INTERVIEW

« Le pays est dans une bonne dynamique d'amélioration »

GABRIEL CURTIS, directeur général de l'Agence de promotion des investissements privés



À la tête de l'Agence de promotion des investissements privés depuis 2014, **GABRIEL CURTIS** assure également le secrétariat permanent du Conseil présidentiel des investissements et des partenariats public-privé. À ce titre, l'ex-banquier d'affaires est chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique de promotion des investissements et de l'amélioration du climat des affaires.

Grâce à quelles réformes la Guinée est-elle devenue un pays dans lequel investir ?

Depuis plusieurs années, le pays s'est engagé dans une bonne dynamique d'amélioration du climat des affaires, galvanisée par la politique du président de la République et de son Premier ministre. Ce dernier réunit mensuellement les chefs des départements ministériels pour lancer et suivre les réformes. Ces efforts ont eu une incidence positive sur les indices de perception, qui se sont améliorés. Depuis le dernier exercice, le gouvernement a enregistré 22 réformes notables sur sept des dix indicateurs que compte le classement « Doing Business » de la Banque mondiale.

Quels sont les progrès les plus remarquables réalisés ?

Les avancées dans l'obtention de permis de construire et la création d'entreprise ont été particulièrement importantes. La Guinée a enregistré un gain de 89 rangs sur le premier critère et elle occupe la 75^e place mondiale dans ce domaine. Cette progression a été réalisée en réduisant les délais de traitement des dossiers de 69 à 28 jours, en facilitant l'application du code de la construction et de l'habitation de 2015 – via l'adoption de cinq textes d'application – et en améliorant l'accessibilité des informations, grâce à la mise à jour de plusieurs sites internet : l'ordre national des architectes

de Guinée, l'ordre national des ingénieurs du BTP et le Bureau de la conservation foncière.

Quelles mesures ont permis de faire si bien en matière de création d'entreprise ?

Le pays a gravi huit échelons de ce point de vue. Il a pour cela réduit les procédures administratives au sein du guichet unique de l'investisseur de l'Agence de promotion des investissements privés [Apip] : formulaires de création concentrés en un document unique, mise en ligne d'un outil pour

vérifier l'unicité du nom de l'entreprise à venir et proposition de modèles. L'accès à l'informatisation au sein du guichet unique a également été positive, de même que le lancement du Système national d'enregistrement des entreprises en République de Guinée (Synergui). Avec cette plateforme, fini le système manuel, le bureau physique unique et les procédures papier. Place à un seul guichet électronique regroupant l'ensemble des acteurs concernés par les démarches requises pour monter sa société.

Frais minimisés, procédures simplifiées, investisseurs mieux informés... La création d'entreprise n'a jamais été aussi souple.



L'informatisation du guichet unique de l'Apip a grandement simplifié les démarches.

La réduction des coûts – à travers l'adoption d'un décret permettant de fixer librement la valeur d'une part sociale pour une SARL, alors qu'il fallait déboursier 100 000 GNF [près de 9 euros] par le passé, a également eu une influence bénéfique.

Quelles sont les réformes les plus urgentes à réaliser ?

Il faut poursuivre l'instauration d'un tribunal de commerce à Conakry, rendre opérationnel le guichet unique du foncier, de la construction et de l'habitat, ainsi que celui du commerce extérieur.

Et le nouveau code des investissements doit être mis en œuvre de manière effective.

Comment l'Apip accompagne-t-elle concrètement les investisseurs privés, guinéens et non guinéens, dans leurs démarches ?

Le suivi des investisseurs est l'une des priorités de l'agence. Elle facilite la création d'entreprise en minimisant les frais et les procédures, mais aussi en informant mieux, grâce au lancement du portail des investissements. Il s'agit d'un site internet spécialement consacré aux

investissements locaux et étrangers. Véritable plateforme centralisant les informations, elle met en relation des entreprises publiques et privées, permet l'inscription des compagnies dans le répertoire de l'Apip ainsi que la valorisation des projets publics et privés. Ce site présente la Guinée dans son ensemble à travers des rubriques qui soulignent les raisons d'y investir. Il a été réalisé avec la collaboration de nos relais régionaux dans les départements clés. Le « livechat » nous permet aussi d'interagir avec les visiteurs et de les diriger

vers nos services.

Le département Assistance aux entreprises a quant à lui pour vocation d'aider les entrepreneurs à accéder aux financements et marchés. Il propose ainsi un service des Guinéens de l'étranger, qui sert de point d'appui à la diaspora souhaitant investir dans le pays. Il aide à accomplir les formalités, fournit des renseignements et présente des opportunités d'affaires. Et dans les mois à venir, à travers la plateforme Synergui, les Guinéens de l'étranger pourront créer des entreprises en ligne depuis leur terre d'accueil. ■

Diplomatie tous azimuts

Alpha Condé a transmis les commandes de l'Union africaine à son homologue rwandais, mais la Guinée ne relâche pas ses efforts pour renforcer l'efficacité et l'indépendance de l'institution, consolider la paix et mieux intégrer le continent économiquement.

Le président s'est montré très actif en Gambie et en Guinée-Bissau.

244 M€

La valeur du onzième Fonds européen de développement dont a bénéficié la Guinée.

L'élection d'Alpha Condé, vainqueur de la présidentielle au second tour le 7 novembre 2010 et investi le 21 décembre de la même année, a sonné comme le premier acte de la diplomatie guinéenne. C'est à la suite de ce retour à la constitutionnalité que l'Union africaine (UA) avait réintégré la Guinée en son sein, le 9 décembre, après l'avoir suspendue pendant deux ans en raison du coup d'État militaire de décembre 2008. L'opposant historique devenait le premier président démocratiquement élu depuis l'indépendance, acquise en 1958.

Un an aux commandes de l'UA

Depuis, la Guinée a mis ses compétences diplomatiques au service de la consolidation de la paix et de l'intégration économique. Et ce notamment lorsque Alpha Condé a tenu les rênes de l'Union africaine, de janvier 2017 à janvier 2018. Le chef de l'État s'y est montré très actif dans le règlement des crises en Guinée-Bissau et en Gambie, à travers les médiations qu'il a conduites sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). C'est sous sa présidence que le Maroc a réintégré l'UA – sans que les tensions ne mènent aux troubles annoncés par de nombreux observateurs – et que le sommet UA-Union européenne (UE) s'est déroulé avec succès en novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Plaidoyer pour plus d'efficacité

D'un point de vue méthodologique, Alpha Condé a fait valoir la nécessité de construire

une Union plus efficace, en réduisant le nombre de sujets abordés lors des sommets, afin qu'ils ne durent qu'une seule journée et non deux. Une manière également de faire en sorte que les chefs d'État y prennent part sans prétexter un emploi du temps trop chargé pour envoyer des représentants à leur place. Il aurait souhaité faire taire les armes en Centrafrique, soutenir l'organisation d'élections en RD Congo ou encore aider les parties libyennes en conflit à trouver un consensus. Ces tâches reviennent désormais à Paul Kagame, qui le remplace, et qu'Alpha Condé, panafricaniste de la première heure, soutient. Le président rwandais conduira notamment la réforme institutionnelle qui vise à instaurer une taxe de 0,2 % (déjà appliquée dans plusieurs pays) sur une liste de produits importés afin de financer l'UA et de la rendre indépendante de ce point de vue.

Main dans la main avec l'Europe

Après le coup d'État militaire de décembre 2008, l'UE a accompagné la Guinée dans son processus de transition politique et de retour vers l'ordre constitutionnel. Dès 2010, Conakry a renforcé ses liens avec Bruxelles, notamment à travers le onzième Fonds européen de développement (FED), vecteur traditionnel de coopération entre les deux acteurs, qui s'élevait à 244 millions d'euros.

C'est en particulier via le Programme indicatif national (2014-2020) du FED que l'UE soutient trois secteurs principaux aux côtés de la Guinée :

- la consolidation de l'État de droit et la →

Le chef de l'État lors d'une conférence de presse après le cinquième sommet UA-UE, à Abidjan, le 30 novembre 2017.

ommet
Union Africaine
Union Européenn



Alpha Condé transmet
les rênes de l'UA
à Paul Kagame. Addis-
Abeba, le 28 janvier.



MULUGETA AYENET/AP/SIPA

- ➔ promotion d'une Administration efficace
- la mise en place d'infrastructures et services d'assainissement
- l'amélioration de l'accès à des soins essentiels de qualité et de la gouvernance du système de santé.

Une diplomatie économique ouverte

Les relations entre la Guinée et la France se sont intensifiées elles aussi après la venue de l'ancien président François Hollande à Conakry en 2014, puis lors du passage d'Alpha Condé à Paris en 2017. La diplomatie guinéenne, ce sont aussi deux facilités élargies de crédit (FEC) du FMI signées en 2012 et 2017, ainsi qu'un accord d'investissement colossal de 20 milliards de dollars (16,8 milliards d'euros) sur vingt ans conclu avec la Chine, qui s'inscrit dans le cadre de la coopération stratégique globale engagée fin 2016 lors du voyage d'Alpha Condé dans l'empire du Milieu.

À la suite de la visite du président guinéen au Japon en juin 2017, l'Agence japonaise de

coopération internationale (Jica) a annoncé l'ouverture d'un bureau à Conakry ainsi que sa participation à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES, 2016-2020). Quelques mois plus tard, en novembre, celui-ci a récolté près de 21,7 milliards de dollars de promesses d'engagement de la part des partenaires techniques et financiers de la Guinée.

Des capacités administratives renforcées

Outre les investissements colossaux prévus, le PNDES vise également à promouvoir la croissance de la Guinée, à limiter les risques liés à un voisinage instable et à renforcer sa résilience, en tirant avantage de son appartenance aux ensembles sous-régionaux (UA, Cedeao, Uemoa...). À ce titre, il prévoit le renforcement des capacités des ministères des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration régionale, ainsi que des capacités des organisations de Guinéens de l'étranger. ■

5 raisons d'investir en Guinée

Après des années de crise politique et une épidémie d'Ebola ravageuse, le pays remonte la pente. Méthodiquement, il met en place les conditions nécessaires à l'épanouissement de son potentiel minier, agricole et touristique.

1 INFRASTRUCTURES À TOUT-VA



Les investissements directs étrangers (IDE) sont en forte hausse ces dernières années. Depuis trois ans, ils se dirigent essentiellement vers le secteur minier, mais l'État met en œuvre avec ses partenaires privés et publics de grands travaux pour édifier les infrastructures dont l'agriculture et l'industrie ont besoin, afin que les IDE puissent irriguer ces secteurs. Les difficultés d'accès à l'énergie, qui pèsent sur les performances des entreprises, pourraient bientôt n'être plus qu'un mauvais souvenir grâce aux centrales hydroélectriques en construction. •

2 ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ASSAINI



Avec une volonté et des résultats salués dans le monde entier, la Guinée améliore le cadre réglementaire des affaires sans oublier le moindre secteur. Réformes législatives, contrôle de la monnaie, guichets uniques spécialisés, création d'entreprises facilitée... Tout est fait pour que les investissements affluent vers l'économie productive afin que le secteur privé devienne le véritable moteur de développement du pays. •

3 DES RESSOURCES NATURELLES EXCEPTIONNELLES



La Guinée est de moins en moins le « scandale géologique » décrit pendant des décennies en raison de la non-exploitation de ses ressources minières. Dans un environnement des affaires de plus en plus attractif, nul doute que les investisseurs s'apercevront vite que d'autres « scandales » – dans l'agriculture, le tourisme ou l'industrie, où les richesses naturelles locales sont également exceptionnelles – doivent cesser. •

4 UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT CLAIR



Un Plan national de développement économique et social (PNDES) a été établi pour servir de feuille de route au gouvernement et à ses partenaires publics et privés. Soutenu par plusieurs pays (Europe, Chine, Japon...) et par des institutions internationales (Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.), il a recueilli 21,7 milliards de dollars de promesses d'engagement. •

5 UN CARREFOUR COMMERCIAL



Frontalier de six pays, la Guinée ne tire pas encore suffisamment avantage de cette proximité d'un point de vue commercial. Les routes en cours de construction doivent lui permettre de le faire, de même que l'application du tarif extérieur commun de la Cedeao. •

Un trafic portuaire boosté par les miniers

Entre exportations des ressources de son sous-sol vers l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient et importations de matériel de transport ou de produits alimentaires, la Guinée bénéficie d'échanges dynamiques.

Les exportations de la Guinée ont fortement augmenté depuis deux ans grâce à la bonne santé du secteur minier, en particulier de la bauxite (48,2 % des exportations en valeur en 2016), qui a attiré plusieurs milliards de dollars d'investissement. L'or (30,9 % des exportations en 2016) contribue aussi à cette hausse des exportations, estimée à 17 % entre 2014 et 2018. Près de 80 % des recettes extérieures de la Guinée proviennent ainsi des ressources de son sous-sol. Dans la nomenclature de l'Institut national des statistiques (INS), les « produits » minéraux, qui représentaient 424 milliards de GNF (44,6 millions d'euros) en 2011, sont passés à 4 327 milliards en 2014 et à 16 740 milliards en 2016.

À l'export, et conformément à l'industrie minière, trois zones étaient équitablement représentées en 2016 : l'Europe – en baisse –, l'Asie et le Moyen-Orient – en forte hausse. Les produits dits du « règne végétal » représentent une faible et aléatoire valeur, année après année, des exportations guinéennes, avec 71 milliards de GNF en 2013, 291 milliards en 2015 et 135 milliards l'année suivante.

Le secteur a attiré plusieurs milliards de dollars d'investissements.

Le matériel et l'alimentaire, maîtres des importations

Du côté des importations, c'est le matériel de transport qui explose en 2016, sans doute en raison du lancement de nombreux projets d'infrastructures. Les achats de produits de l'industrie alimentaire sont également en hausse, mais de manière bien plus légère. La Guinée continue d'importer du riz (555 000 tonnes en 2016), deux fois plus qu'il y a six ans, ainsi que du sucre (140 700 tonnes) et du lait (31 400 tonnes), via le Port autonome de Conakry. La quantité de farine reçue, elle, a baissé, conséquence peut-être du développement de la production des minoteries guinéennes (*lire reportage p. 64-65*).

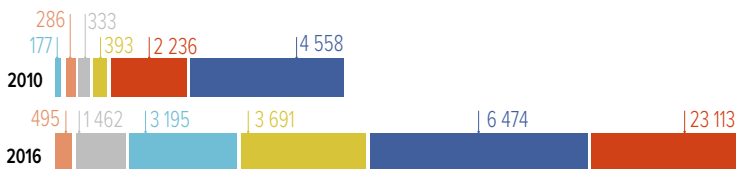
En revanche, la valeur des « produits du règne végétal » importés a été multipliée par cinq en six ans selon l'INS, pour atteindre 4 440 milliards de GNF en 2016, alors que celle des « produits du règne animal » a été multipliée par quatre, atteignant 215 milliards de GNF en 2016. Les pays d'Asie, au premier rang desquels la Chine, qui figure déjà parmi les principaux partenaires à l'import de la Guinée, sont arrivés en pole position en 2016, très loin devant l'Europe, alors que l'Afrique de l'Est fait également un bond.

En valeur, le principal partenaire de la Guinée dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) est le Ghana, avec lequel elle échange de l'or. Il est suivi de très loin par le Mali et le Sénégal. La Guinée applique d'ailleurs le tarif extérieur commun de la Cedeao. ■

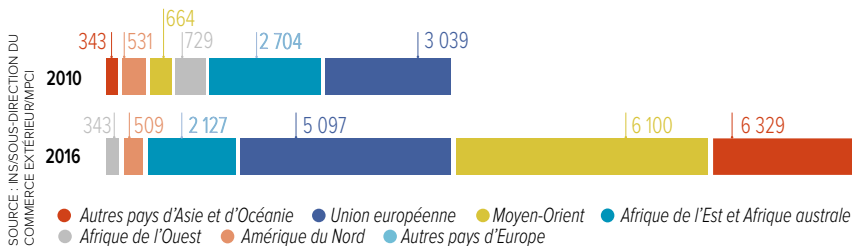


V.FOURNIER/JA

Les importations de produits asiatiques explosent... (En milliards de GNF)



... Mais les exportations aussi



Les compagnies importent beaucoup de matériel pour réaliser les infrastructures dont elles ont besoin. Ici de quoi construire une cimenterie.

L'énergie et la logistique passent à la vitesse supérieure

Le manque d'infrastructures socioéconomiques freine la croissance du pays. Pour que celui-ci puisse tirer profit de sa position en Afrique de l'Ouest, leur mise à niveau est une priorité.

La Guinée est sans doute l'un des pays du monde où l'écart entre développements actuel et potentiel est le plus élevé. Cela est en grande partie dû à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité de ses infrastructures de base dans les transports, l'énergie ou la logistique. Entre 2010 et 2016, le nombre de kilomètres de routes nationales bitumées a même diminué, passant de 2332 à 2220. Tout comme le réseau national en terre et les routes préfectorales sur cette période également. L'apparition de l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola fin 2013 a révélé, s'il le fallait, ces insuffisances en matière de capacité de réponse à l'urgence.

C'est pourquoi les autorités font de l'amélioration des infrastructures le cœur de leur Plan national de développement économique et social (PNDES). Elles intensifient pour cela la mobilisation de leurs ressources domestiques, déjà en hausse depuis deux ans, tout en ayant davantage recours à l'endettement non concessionnel. Elles peuvent déjà compter sur le soutien de leurs partenaires. ➔

L'Europe, la Chine et le Japon soutiennent le PNDES.



À quoi ressemblera Conakry en 2040 ?

La route minière de
Malapouya vers Dapilon
et son pont sur la
Nationale 3, dans la
région de Boké.

Grand Conakry Vision 2040, c'est d'abord une étude sur les enjeux de la « métropolisation » de la capitale guinéenne et de sa grande banlieue. Financée par l'Union européenne et réalisée en 2016 par le bureau Louis Berger, associé au cabinet Arte Charpentier Architectes, elle forme une étape vers la réalisation d'un schéma de cohérence territorial, projet prioritaire du PNDES dont le coût est estimé à 13,1 millions de dollars (11 millions d'euros). Grand Conakry 2040 vise à mieux répartir la population dans la capitale, qui pourrait doubler en vingt ans et atteindre 6 millions d'habitants. Pour améliorer la mobilité et les infrastructures sanitaires dégradées, sa stratégie consiste à restructurer l'expansion de la ville, en maîtrisant l'aspect « spontané » de son urbanisation, mais aussi à renforcer l'attractivité des cités secondaires voisines. Parmi les projets les plus avancés figurent l'aménagement de la zone industrielle de Kouriah, la création de logements sociaux, l'extension du port de Conakry mais aussi la valorisation énergétique des déchets. Les autorités ont présenté en octobre 2017 un schéma directeur d'aménagement circonscrit à la commune de Kaloum et des îles de Loos, à l'extrême sud de la capitale. Il comprend l'optimisation du front de mer ainsi que la construction ou la réhabilitation de logements sociaux et d'infrastructures routières. ■

➔ La Chine, l'Europe, le Japon ainsi que des institutions multilatérales, tous ont répondu présent pour soutenir le PNDES (lire p. 34-35).

Faciliter les échanges dans la sous-région

Les infrastructures de transport représentent un enjeu d'autant plus important pour la Guinée qu'elle occupe une position géographique stratégique. Elle partage 3 400 kilomètres de frontières avec la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Sénégal et la Sierra Leone. Or le commerce avec ces derniers constitue un moyen important de lutter contre la pauvreté. La Guinée bénéficie également d'une côte de 320 kilomètres. Si elle adopte une approche multimodale dans le développement de ses infrastructures de transport (routes mais aussi voies ferrées, maritimes et aériennes), elle peut devenir une plaque tournante du commerce régional, en offrant par exemple un accès à la mer au Mali, ainsi que le prévoient les travaux en cours au Port autonome de Conakry.

Dans le même temps, le PNDES vise à améliorer le trafic sur les routes préfectorales et communautaires, axes indispensables à la croissance agricole, notamment dans les plantations de coton, de café, de palmiers à huile, d'ananas et dans les cultures vivrières. Quant à la capitale, son expansion mérite une attention particulière dans la politique des transports urbains qui sera mise en œuvre à travers le projet Grand Conakry 2040 (lire encadré page précédente).

3 000 kilomètres de routes bitumées en 2020

Le PNDES a pour objectif de faire passer le nombre de kilomètres d'axes bitumés de 2 220 en 2016 à 3 000 en 2020, pour une densité qui devra progresser sur la même période de 17,63 à 20 kilomètres pour 100 kilomètres carrés. Au moins la moitié des agglomérations rurales devront être désenclavées, tandis que

les préfectures non desservies par des routes asphaltées feront l'objet d'une attention particulière. La modernisation du réseau de voies urbaines de Conakry et des grandes villes figure aussi parmi les priorités. Treize des plus importants projets du PNDES sont ainsi consacrés aux infrastructures de transport.

Plusieurs projets routiers sont déjà en discussion avec la Chine dans le cadre de l'accord paraphé le 5 septembre 2017, qui prévoit des prêts de Pékin à hauteur de 20 milliards de dollars (16,8 milliards d'euros) sur deux décennies, adossés « aux revenus futurs de projets miniers portés par des entreprises chinoises en Guinée ». Ont ainsi été lancés la construction de la route Coyah-Mamou-Dabola et l'assainissement des voiries de Conakry. Et de nombreux autres chantiers constitueront autant d'opportunités pour des entrepreneurs locaux et internationaux.

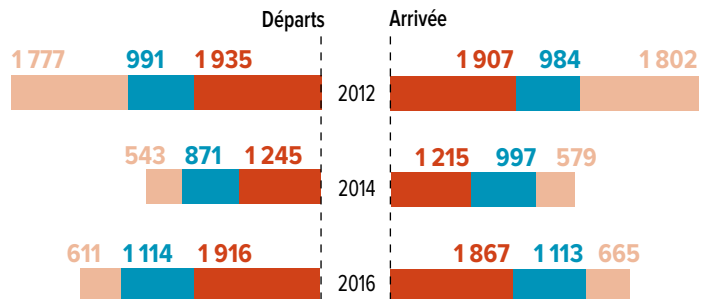
Afin d'améliorer l'environnement des affaires dans ce secteur, plusieurs institutions devront être créées – dont une agence routière – et des réformes exécutées – rendre opérationnels la base de données routières et le Laboratoire des travaux publics, renforcer les ressources du fonds d'entretien routier de deuxième génération, etc. – à court terme. ■



Construction d'une route communautaire par la Société minière de Boké, en février.

Transport aérien : après une baisse des arrivées et des départs, la reprise

● Afrique ● Europe ● Vols intérieurs



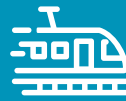
SOURCES : SOCIÉTÉ DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE L'AÉROPORT DE CONAKRY (ISOEAC), MINISTÈRE DES TRANSPORTS/DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS AÉRIENS



Une approche intégrée et multimodale

Entourée de six pays ouest-africains, la Guinée compte tirer profit de sa situation en développant ses infrastructures routières, mais également en leur associant les réseaux ferroviaire, aérien et maritime dans une approche multimodale.

Relance de la ligne Conakry-Kankan



Le PNDES fait de la relance de la construction de la ligne Conakry-Kankan, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), une priorité. Les autorités privilégient la combinaison du transport des personnes et des biens avec l'exploitation minière, comme c'est déjà le cas depuis 2010 sur la ligne Conakry (commune de Kaloum)-Kagbelen (commune de Dubréka), en grande banlieue de la capitale. Les projets d'exploitation mis en œuvre dans l'industrie extractive, lorsqu'ils nécessitent la création d'un réseau ferré, pourront servir à désenclaver des zones agricoles, voire à développer le transport de personnes.

Des aéroports à réhabiliter

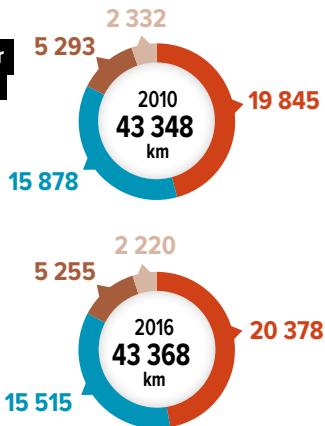


S'il est toujours question de construire un nouvel aéroport à Mafèrinyah dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), le PNDES privilégie la maintenance des structures existantes, notamment la réhabilitation des aéroports secondaires de Boké, Labé, NZérékoré, Faranah et Siguiri, selon le même dispositif (PPP). La remise à niveau de ces aéroports conditionne les premiers vols régionaux de Guinea Airlines, créée en février 2017. Celle-ci s'est engagée en janvier de cette année avec Ethiopian Airlines et Asky Airlines. Leur partenariat stratégique porte sur la direction, l'équipement, la maintenance et la formation du personnel de la compagnie guinéenne. Avec une flotte de deux Dash-8 Q400 et d'un Boeing 737, cette dernière devra effectuer des vols nationaux et rallier certaines capitales de la sous-région – le premier doit survenir en juin. ■

Longueur du réseau routier en 2010 et 2016

En km

- Route communautaire
- Route préfectorale
- Route nationale :
- en terre
- revêtue





Le terminal à conteneurs du port de Conakry est géré par Bolloré Africa Logistics depuis 2011.

V.FOURNIER/JA

Le port de Conakry, un futur géant d'Afrique de l'Ouest

Objet d'un projet d'extension sans précédent, le complexe va gagner en capacité de traitement de marchandises et de minerais.

La Guinée connaît un trafic maritime de plus en plus important auquel le Port autonome de Conakry (PAC) ne peut plus faire face dans sa configuration actuelle. Les autorités ont donc établi un projet d'extension sans précédent - de 88,7 hectares - qui vise à aménager sa partie est afin de renforcer ses capacités de traitement de marchandises et de minerais, les siens autant que ceux du Mali voisin.

88,7 hectares en plus

Chargée des études, de la fourniture du matériel et de l'exécution des travaux d'infrastructure sous le régime EPC (*engineering, procurement, construction* - « conception, fourniture, construction »), la société China

Harbour Engineering Co (CHEC) a signé un protocole d'accord en avril 2013 avec les autorités guinéennes. L'étude de l'impact social et environnemental a été réalisée et le contrat commercial signé en octobre 2016. Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) a mis en place un accord-cadre avec un consortium de cinq banques chinoises pour le financement de 85 % du projet, dont le coût total est de 774 millions de dollars (près de 650 millions d'euros). Plus précisément, CHEC va construire deux postes à quai multifonctionnels et un poste à quai minéralier, pour un linéaire de 846 mètres, avec des terre-pleins adossés aux quais de 41,6 hectares. L'édification d'une route pénétrante de 4 kilomètres et d'aires de stationnement occupant 11 hectares et pouvant accueillir

Au début des années 2000, c'était déjà China Harbour Engineering Co qui réalisait les travaux.

Les miniers, nouveaux exploitants portuaires

Plusieurs projets miniers intègrent la création de ports qui pourraient, à terme, devenir des infrastructures multisectorielles. Le ministère guinéen des Mines et de la Géologie a signé avec la société chinoise Tebian Electric Apparatus Stock (TBEA)

un contrat global destiné à la construction de la centrale hydroélectrique d'Amaria, mais aussi de structures d'exploitation et de transformation de la bauxite et d'un port en eau profonde à Tayigbé. De la même façon, la Banque africaine de développement

(BAD) a approuvé en décembre 2017 un prêt de 100 millions de dollars pour un projet de voie ferrée, de port et de mine entre Boké et Kamsar, dans le nord-ouest de la Guinée, porté par la société Guinea Alumina Corporation (GAC, filiale d'Emirates Global Aluminium).

En octobre 2016, le consortium Société minière de Boké-Winning Africa Port (SMB-WAP) avait déjà inauguré une extension du port de Katougouma, à Dapilon – toujours dans la région de Boké –, afin d'augmenter ses capacités d'exportation. ■

600 camions est programmée, de même que le remblayage d'un terre-plein de 35,7 hectares.

Des navires de quatrième génération

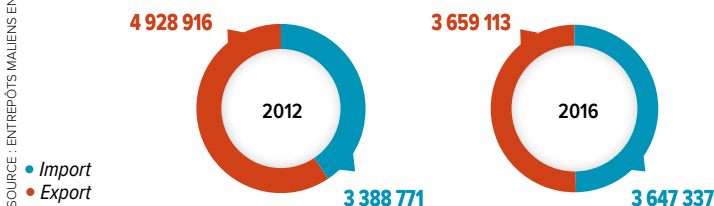
CHEC, qui a déjà collaboré aux travaux de modernisation de plusieurs ports sur le continent (en Côte d'Ivoire, au Cameroun, à São Tomé-et-Príncipe...), était déjà à l'œuvre au début des années 2000 à Conakry. C'est elle qui a réalisé les travaux du quai du terminal à conteneurs du PAC inauguré en novembre 2014 par Conakry Terminal, filiale de Bolloré Africa Logistics (BAL). Cette infrastructure a permis au port de devenir l'un des plus compétitifs de la région, capable d'accueillir des navires de quatrième génération d'une capacité de 5 000 conteneurs équivalents vingt pieds (EVP). D'un coût de 47 millions d'euros, l'ouvrage a porté à 600 mètres la longueur totale des quais et à plus de 226 000 mètres carrés la surface de stockage du domaine du groupe français au sein du PAC. Dans le même temps, BAL a amélioré sa productivité en accélérant ses cadences de manutention, passant de 19 mouvements en 2011 à 35 en 2014. Le groupe Bolloré prévoit un investissement total de 500 millions d'euros sur la durée de sa concession de vingt-cinq ans, décrochée en 2011. ■

Évolution du type de conditionnement

(en tonnes)	2012	2016
Marchandises importées		
CONTENEURISÉES	1 207 495	1 659 283
EMBALLÉES	782 744	734 309
NON EMBALLÉES	72 152	123 012
VRAC	1 212 044	2 412 312
Marchandises exportées		
CONTENEURISÉES	222 925	219 493
EMBALLÉES	1 295	11 992
NON EMBALLÉES	1 497	39
VRAC	3 421 403	3 432 584

SOURCE : PAC/DIR. D'EXPLOITATION/STAT. / MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Trafic maritime (en tonnes)



La bauxite, fer de lance des mines

Depuis deux ans, la filière explose. Et ce n'est qu'un début : le sous-sol regorge de minerais. Ce dont la Guinée compte bien profiter pour améliorer ses infrastructures et doper son secteur agricole.



13 %

La part des industries extractives dans le PIB.

En 2016, les industries extractives ont compté pour 80 % des exportations de la Guinée, pour près de 13 % de son PIB et pour environ 15 % des recettes de l'État. Des chiffres impressionnants alors que le pays n'exploite qu'une infime partie de ses ressources minières exceptionnelles. Le Plan national de développement économique et social (PNDES) fait de l'agriculture et des services des moteurs de croissance pour la Guinée, car ils génèrent bien plus d'emplois que les industries extractives. Néanmoins, les recettes créées par ces dernières doivent servir de catalyseur au développement. La bauxite (48,2 % en 2016) et l'or (30,9 %) représentent la quasi-totalité des exportations de minerais en valeur. Au regard de leur potentiel et de ce que recèle le pays (*lire encadré page suivante*), la production minière a une marge de progression considérable que les autorités entendent exploiter en améliorant l'environnement du secteur.

Ces dernières années, en raison de la forte demande de la Chine, premier producteur et consommateur d'aluminium, et des exportations trop aléatoires de ses anciens fournisseurs (l'Indonésie et la Malaisie), c'est vers la bauxite – dont la Guinée détient plus de la moitié des réserves mondiales connues – que les investissements affluent, en particulier dans la région de Boké.

Projets en cascade

En 2015, les producteurs historiques que sont la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG, dont 49 % sont détenus par l'État et 51 % par Halco Mining), à Boké, et le géant mondial Rusal, présent à Fria et Kindia, ont vu un nouvel acteur, la Société minière de Boké (SMB), démarrer l'exploitation de ses blocs.

Non seulement ces sociétés prévoient de mobiliser des fonds considérables pour accroître leurs capacités, mais plusieurs nouveaux entrants sont en train de leur emboîter le pas. CBG a reçu en 2016 un accord de prêt de 643 millions de dollars (580 millions d'euros) de la part de plusieurs institutions internationales dans cette perspective, alors que la SMB annonce elle aussi des investissements importants. Rusal s'apprête à exploiter la mine de bauxite et d'alumine de Dian-Dian, pour laquelle près de 220 millions de dollars ont été nécessaires, de même qu'elle va relancer sa raffinerie d'alumine à Friguia,

L'or, un secteur apuré

Les recettes d'exportation d'or sont évaluées à 470 millions de dollars (412 millions d'euros) au terme des six premiers mois de l'année 2017, contre 304 millions de dollars l'année précédente. Outre le fait que l'exploitation de cette ressource se maintient à un bon niveau, c'est aussi l'assainissement du secteur, amorcé en mai 2016, qui explique cette progression. ■



Un riche éventail

Outre la bauxite, le fer, l'or ou le diamant, la Guinée regorge de minerais et de ressources naturelles dont les autorités s'attachent à améliorer la connaissance à travers la recherche géologique. C'est le cas du calcaire, du cuivre, du plomb, du zinc, du cobalt ainsi que du nickel. L'Office national des pétroles continue de son côté, avec ses partenaires privés, à forer pour trouver des hydrocarbures dans des zones où leur existence a été confirmée. ■

Plateau d'extraction du site de Malapouya, dans la région de Boké.

SMB

à l'arrêt depuis 2012, pour un coût estimé à 825 millions de dollars.

Parmi les nouveaux acteurs, Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA), compte démarrer en 2019 l'exploitation de son site de Boké pour sécuriser l'approvisionnement de sa future raffinerie dubaïote. La compagnie britannique Alufer Mining a quant à elle signé en février 2016 une convention pour l'exploitation du gisement de Bel-Air, dans la ville de Boffa, où elle investit dans un premier temps près de 185 millions de dollars.

Par ailleurs, Alliance Minière Responsable (AMR) et China Henan International Cooperation Group entendent également intervenir dans la bauxite, tandis que China Power Investment Corp. Veut fonder une raffinerie d'alumine.

Contrainte et opportunité

En s'installant en Guinée, les entreprises doivent souvent édifier les infrastructures nécessaires à l'acheminement de leurs minerais vers la côte. C'est pour encadrer cette contrainte, qui représente aussi une opportunité pour la Guinée, que les autorités ont adopté en 2014 un Schéma directeur du développement des infrastructures auxiliaires aux mines. Les sociétés sont invitées à mutualiser leurs infrastructures et à les rendre exploitables par d'autres secteurs d'activité. Le GAC, estimé à 1,4 milliard de dollars, prévoit

ainsi la modernisation d'un système ferroviaire multi-utilisateur déjà existant et le développement d'installations portuaires à Kamsar. La société chinoise Tebian Electric Apparatus Stock (TBEA) édifie pour sa part le barrage hydroélectrique d'Amaria, dans la préfecture de Dubréka, dans le cadre d'un accord global de 2,89 milliards de dollars qui porte également sur l'exploitation de la bauxite. Quant au gisement de fer du mont Simandou, dont le contrat est en cours de transfert entre Rio Tinto et Chinalco, sa seule exploitation nécessite la construction d'une voie ferrée de 650 kilomètres, de 35 ponts, de 24 kilomètres de tunnel et d'un port. ■

Production des mines et carrières

(en milliers de tonnes, d'onces, de carats et de m³)

	2012	2014	2016
BAUXITE	19 530	20 170	26 917
ALUMINE	167,02	-	-
PROD. INDUSTRIELLE D'OR	519,4	754,2	973,3
PROD. ARTISANALE D'OR	0,03	0,2	-
PROD. INDUSTRIELLE DE DIAMANT	278,8	162,1	117,2
PROD. ARTISANALE DE DIAMANT	266,8	164,1	-
GRANITE	275,5	1 637,1	162,7

SOURCE : BUREAU DE STRATÉGIE ET DE DÉVELOPPEMENT/MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

« Nous avons créé un environnement propice aux investissements »



ABDOULAYE MAGASSOUBA, ministre des Mines et de la Géologie depuis 2016, est un spécialiste des projets d'investissement dans le public et le privé. Auparavant conseiller chargé du Bureau de suivi et d'appui de la présidence, il gère des projets prioritaires, notamment dans l'énergie et l'agriculture.

En quoi est-il intéressant d'investir aujourd'hui dans les mines en Guinée ?

Le potentiel du pays, tant au niveau de la quantité et de la diversité que de la qualité, est connu. Ce qui a fondamentalement changé ces dernières années, c'est qu'en plus de nos avantages naturels nous avons créé un environnement propice aux investissements. Nous avons d'abord adopté un code minier en 2011, amendé en 2013, conforme au contexte mondial. Au-delà des mesures incitatives traditionnelles, il introduit de nouvelles exigences, en particulier en matière de bonne gouvernance. Des réformes institutionnelles ont également été mises en œuvre pour rendre l'administration plus efficace dans la gestion des processus d'investissement, après les résultats d'un audit réalisé par le cabinet KPMG.

Nous avons profondément réformé le cadastre minier, qui est désormais l'un des plus modernes au monde, et nous publions tous les contrats du secteur. Il est disponible en ligne et les investisseurs y disposent des principales informations. Depuis 2014, le pays est en conformité avec l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. Récemment, nous avons ouvert un guichet unique destiné aux investisseurs miniers et nous poursuivons nos efforts pour améliorer les conditions de leur intervention.

Ces réformes attirent-elles les investisseurs ?

Oui, si l'on en juge par les intentions globales annoncées pour la période 2016-2020, qui s'élèvent à environ 7 milliards de dollars [près de 6 milliards d'euros], dont 3 sont déjà acquis.

Nous avons également plus que doublé notre production de bauxite en trois ans, et cette tendance se poursuit. Mais notre objectif fondamental est sa transformation. Neuf projets de fabrication d'aluminium à partir de bauxite et un programme visant à fabriquer de l'aluminium à partir d'alumine sont en cours de discussion. La plupart sont dans leur phase d'études.

Comment le code minier équilibre-t-il les besoins des investisseurs avec ceux de l'État ?

C'est une approche gagnant-gagnant. La Guinée doit tirer des bénéfices de l'exploitation minière et a besoin de partenaires dont la première motivation est le profit. Nous avons créé les conditions favorables aux deux acteurs, en particulier pour nous permettre d'assurer le développement du pays.

Comment faites-vous pour résister aux fluctuations des cours mondiaux ?

Nous travaillons d'abord à diversifier l'exploitation minière pour compenser les éventuelles chutes des cours de certains minéraux en mettant en avant la variété de notre sous-sol ainsi qu'en améliorant nos connaissances grâce à la recherche géologique. On nous a ainsi présenté récemment un projet d'exploitation de graphite et celui-ci a de bonnes chances d'être lancé. Dans le cadre des négociations, nous tenons également compte du contexte propre à un projet, c'est-à-dire du niveau d'investissement requis, de la difficulté d'accès aux ressources et de tous les autres paramètres qui permettent de déterminer sa viabilité économique.

Où en est-on dans le transfert du contrôle



Près de 7 milliards de dollars ont été annoncés pour le secteur. Ici, le port minéralier de Dapilon.

du gisement du mont Simandou ?

Nous avons signé un accord de principe pour la reprise des parts de Rio Tinto par Chinalco et nous travaillons à la finalisation de contrats juridiques détaillés. Nous avons connu quelques retards mais la complexité de ce projet les justifie sans doute. Nous sommes confiants et comptons sur une relance rapide.

La Chine est-elle un partenaire comme un autre, après la signature du contrat d'investissement garanti par l'exploitation de minerais ?

D'abord, tout se fait conformément au code minier, avec la Chine comme avec n'importe quel autre partenaire. Ensuite, ce partenariat

stratégique innove par l'usage que nous ferons des revenus futurs, car les mines ne créent pas assez d'emplois. Seules, avec des ressources épuisables, elles ne permettront pas de lutter contre la pauvreté et de garantir le développement de la Guinée. Nous utilisons ce secteur comme un catalyseur de la transformation de l'économie : il va nous permettre de construire les infrastructures de base dans les transports, l'énergie, la santé, l'éducation, etc. L'objectif final est de gagner en indépendance à l'égard des mines.

Dans quel cadre les entreprises minières investissent-elles dans les infrastructures ?

En 2014, nous avons

adopté le Schéma directeur du développement des infrastructures auxiliaires aux mines, dont l'une des idées fortes est la mutualisation. Ainsi, les équipements que réalise un acteur sont destinés à être partagés avec d'autres opérateurs miniers ainsi qu'avec des secteurs différents, notamment l'agriculture. Ceux qui ont été récemment importés dans le cadre de l'initiative présidentielle du secteur agricole sont ainsi passés par un port minier, de même qu'une partie du matériel destiné au barrage de Souapiti. La signature d'un accord de mutualisation entre CBG [Compagnie des bauxites de Guinée], Rusal et GAC [Guinea Alumina Corporation] en 2015 a permis de rendre les projets de ces

entreprises plus viables économiquement.

Êtes-vous satisfait des performances des sociétés dans le « contenu local » ?

Nous avons réalisé des progrès importants, mais pas au point d'en être satisfaits. Nous nous dotons de plus de capacités de suivi de projets pour améliorer l'impact environnemental. Nous sommes également dans la phase d'opérationnalisation du fonds de développement économique local, financé par les entreprises minières. Nous observons une politique de promotion du contenu local, avec des règles établies, et nous avons évalué en 2017 les compagnies qui travaillent en prenant en compte les insuffisances que nous avons relevées. ■



La Société minière de Boké ne laisse rien au hasard

En quatre ans, la SMB est devenue l'un des principaux exploitants de bauxite du pays. Pour exporter son minerai, elle a même construit en un temps record deux ports sur le fleuve Rio Nunez.

10 %

La part de l'État dans la société.

Outils de maçonnerie à la main, Pascal Camara et ses collègues s'affairent à l'entrée du port fluvial de Dapilon, à Boké. Avec l'Union préfectorale des entrepreneurs de Boké, il réalise un pont-bascule destiné à peser les camions qui viennent décharger le minerai de bauxite récupéré une trentaine de kilomètres plus loin. « Union » est en vérité un bien grand mot pour désigner cinq patrons d'entreprise individuelle associés, judicieusement, pour décrocher des marchés auxquels ils ne pourraient avoir accès seuls.

Comme tout ce qu'il fait depuis l'obtention de son « permis de reconnaissance » en octobre 2014, le consortium Société minière de Boké (SMB)-Winning Africa Port (WAP), dont la mine est entrée en activité en juillet 2015, a construit le port de Dapilon en un temps record, afin d'augmenter ses capacités d'exportation de bauxite. Situé en aval du port de Katougouma, réalisé par le même consortium sur ses fonds propres, il a été inauguré en octobre 2016 et comporte trois quais de chargement pouvant accueillir six barges.



Le consortium a inauguré le port de Dapilon en octobre 2016. Il est situé en aval de celui de Katougouma.

La SMB est née de la volonté de trois entreprises de créer un consortium rapidement capable d'exploiter et d'exporter la bauxite vers la Chine. Il s'agit de Winning Shipping (40 %), le plus grand transporteur de bauxite vers ce pays, de United Mining Supply (UMS, 27 %), principal logisticien minier de la sous-région, présent depuis plus de vingt ans en Guinée, et de Shandong Weiqiao (22 %), l'un des plus importants producteurs d'aluminium au monde. Grâce à leurs compétences et à leurs moyens, ces sociétés ont financé – aux côtés de l'État guinéen, actionnaire de SMB à hauteur de 10 %, comme le veut le code minier – un projet parfaitement intégré de la mine à l'usine à hauteur de 500 millions d'euros à ce jour, pour une production passée de 12 à 31 millions de tonnes entre 2016 et 2017.

Commercial et multisectoriel

Depuis fin 2017, SMB achète la production de l'Alliance minière responsable (AMR). Entre une demande chinoise forte et une offre en baisse, de belles opportunités apparaissent, et la Guinée les saisit avec ses partenaires privés. C'est auprès d'AMR que Pascal Camara et ses collègues ont arraché leur premier contrat de sous-traitance avec une entreprise internationale. L'utilisation de « contenu local » est encore rare dans l'industrie extractive, mais les autorités font pression en ce sens afin de multiplier les exemples de ce type dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises. Le port fluvial montre ce que les miniers pourraient apporter en plus des taxes et recettes. Utilisé par les barges de la SMB, qui déversent leur chargement sur des bateaux minéraliers de plus de 175 000 tonnes stationnés au large de la côte, il pourrait devenir un port commercial multisectoriel, comme le prévoit le Schéma directeur du développement des infrastructures auxiliaires aux mines, adopté en 2014. En 2017 déjà, des équipements agricoles avaient été livrés via Dapilon.

Un drapeau guinéen flotte d'ailleurs sur le bâtiment de la douane dans ce port privé. Plusieurs

chantiers sont en cours pour améliorer les infrastructures de ce port minier qui n'est équipé que du strict nécessaire, au contraire de celui de Katougouma, plus complet, avec ses quais et ses grues, ses routes et ses pistes. Si les poids lourds arrivent couverts de boue rouge malgré un soleil de plomb, c'est parce que plusieurs camions-citernes passent la journée à arroser les pistes en latérite situées entre les deux ports fluviaux et les mines, afin de limiter les rejets de poussière dont les riverains se plaignent. SMB a procédé rapidement pour profiter d'une conjoncture favorable qui risque de se retourner, mais peut-être trop vite pour que les populations environnantes soient en mesure de l'accepter. Alors, en même temps qu'elle a commencé à améliorer ses propres conditions d'activité (base de vie en cours d'extension et de réhabilitation, infrastructures portuaires édifiées...), l'entreprise a multiplié les efforts dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale.

Soutenir les communautés

Non que les communautés affectées n'aient pas été compensées dans les règles. Environ 3,5 millions de dollars (2,9 millions d'euros) ont été versés pour ce faire depuis l'installation de la SMB, et deux écoles ainsi que deux centres de santé ont été construits. Une route en pavés autobloquants est en voie de réalisation afin de désenclaver plusieurs villages situés près des sites d'exploitation. Le consortium évalue sa contribution au développement communautaire en 2016 et 2017 à environ 2 millions de dollars. Et 10 000 emplois directs et indirects ont été créés.

La SMB a annoncé en mars 2018 son partenariat avec Louis Berger, société mondiale de conseil en ingénierie, pour renforcer son plan de gestion environnementale et sociale. D'un point de vue industriel, elle avait indiqué en décembre 2017 réaliser des études sur la construction d'une raffinerie d'alumine et d'une ligne de chemin de fer, pour un investissement qui s'élèverait alors à environ 3 milliards de dollars. ■

Sa production est passée de 12 à 31 millions de tonnes entre 2016 et 2017.

La Guinée en plein virage hydroélectrique

Le pays exploite enfin ses capacités fluviales sans égales en Afrique de l'Ouest. Kaléta et bientôt Souapiti et Amaria devraient satisfaire la demande nationale, voire desservir les États voisins. À condition d'améliorer les réseaux de distribution.

Les difficultés d'accès à l'électricité constituent l'une des principales entraves à l'activité des ménages et des entreprises en Guinée, avec un taux d'électrification, principalement autour de Conakry, qui approche péniblement les 30 %. Le gouvernement se montre pourtant ambitieux dans ce domaine et prévoit que l'accessibilité de cette source d'énergie, de 15 % en 2016, passera à 40 % en 2020. Pour y parvenir, il s'appuie sur sa forte pluviosité et son réseau fluvial exceptionnel dans la région, avec les 6 250 kilomètres que comptent ses 1 165 cours d'eau.

Le potentiel du fleuve Konkouré enfin exploité

Au total, le potentiel de production hydroélectrique du pays est estimé à 6 100 mégawatts heures d'une énergie fiable, propre et bon marché. C'est pourquoi les autorités redoublent d'efforts pour exploiter le fleuve Konkouré comme il ne l'a jamais été auparavant. Base des principaux projets hydroélectrique du pays, il prend sa source dans le massif du Fouta-Djalou, près de la ville de Konkouré, et se jette dans la baie de Sangaréya, au nord de Conakry, après un parcours de 303 kilomètres.

Si le fleuve Konkouré accueille déjà le barrage de Garafiri, entré en service en 1999, les nombreux projets qui existent depuis la période coloniale pour améliorer les capacités de production hydroélectrique de la Guinée, notamment en vue d'alimenter l'industrie minière des plateaux bauxitiques, n'ont jamais pu être mis en œuvre.

240 MW supplémentaires grâce à Kaléta

Premier d'une série de trois nouvelles structures hydroélectriques réalisées sur le fleuve Konkouré par les autorités, le barrage de Kaléta a été inauguré en septembre 2015. Source de 240 mégawatts (MW) supplémentaires pour le réseau national, il a été salué comme une réussite exemplaire par le Programme de développement des infrastructures en Afrique (Pida). Cette structure, établie en 2012 par les chefs d'État du continent, compte même en faire un modèle pour l'Afrique. D'une valeur de 446 millions de dollars (environ 400 millions d'euros), le barrage a été réalisé par China International Water and Electric Corporation (CWE). Des travaux financés à 25 % par le gouvernement guinéen, tandis qu' Afreximbank a accordé un crédit à taux préférentiel pour les 75 % restants.

Souapiti, une réserve de 6 milliards de mètres cubes d'eau

La même entreprise est actuellement chargée de la construction de la centrale hydroélectrique de Souapiti, située à 135 kilomètres au nord de Conakry. Elle disposera d'une capacité installée de 550 MW et permettra à Kaléta et à Garafiri, grâce à ses 6 milliards de mètres cubes

Objectif 2020 :
faire grimper
le taux d'accès
à l'électricité
à 40 %.



588 kilomètres de lignes à haute tension en construction

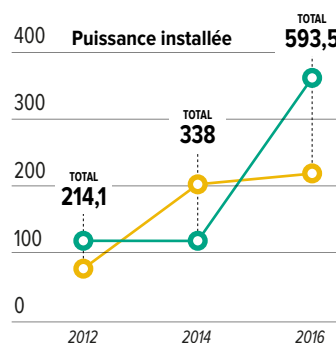
L'exploitation du fleuve Konkour va doubler la production électrique de la Guinée, estimée en 2016 à 593 mégawatts. Des investissements considérables seront néanmoins nécessaires pour renforcer la capacité avec de nouvelles lignes et des postes de transmission, afin d'acheminer l'électricité vers des lieux de consommation tels que les centres urbains, les sites industriels ou les pays voisins. Le réseau électrique guinéen n'est en effet composé que de deux systèmes interconnectés, l'un dans l'Ouest, entre Conakry et Labé, l'autre dans le Centre, autour de Dabola, alors que de nombreux systèmes isolés fonctionnent au diesel. Pour commencer à y remédier, les gouvernements guinéen et malien ont lancé en février 2018 le projet multinational d'interconnexion électrique en 225 kV Guinée-Mali. L'investissement, estimé à près de 300 millions d'euros et financé par plusieurs bailleurs de fonds, doit permettre d'édifier une ligne de 714 kilomètres (dont 588 en Guinée) entre Sanankoroba, au Mali, et N'zérékoré, en Guinée, où 121 localités seront électrifiées. ■

de retenues d'eau, de tourner à plein régime – y compris durant la saison sèche. D'une valeur de 1,4 milliard de dollars, le projet, réalisé en partenariat avec le gouvernement guinéen, doit être complété en cinq ans.

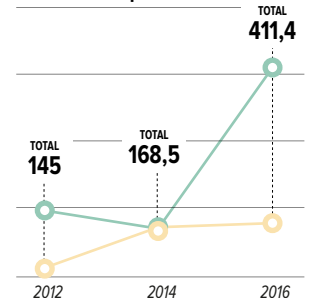
En janvier 2018, alors qu'il assistait à la fermeture du batardeau de Souapiti – une étape décisive qui fait passer le fleuve par le corps du barrage –, le président Alpha Condé a lancé le début des travaux de construction d'Amaria. Réalisée dans la préfecture de Dubréka avec la société chinoise Tebian Electric Apparatus Stock (TBEA), cette centrale hydroélectrique devrait jouir d'une capacité de 300 MW au terme des cinquante-six mois nécessaires à sa construction.

Ce dernier contrat entre dans le cadre d'un accord global signé avec le ministère guinéen des Mines et de la Géologie qui porte sur l'exploitation de la bauxite, dont la région regorge, et comprend notamment l'édification d'une usine d'alumine et d'une fonderie d'aluminium. Pour répondre à leurs propres besoins, les entreprises minières produiraient actuellement elles-mêmes 100 MW environ via des centrales thermiques coûteuses. ■

De plus en plus de puissance (en MW)



Puissance disponible



LA GUINÉE EN CARTES

TRANSPORTS

- Voie ferrée
- Transguinéen en projet
- Aéroport international
- Port minéralier
- Port de commerce
- Pêche

AGRICULTURE

- Cultures vivrières en forêt dense (manioc, igname, patate douce, maïs, riz)
- Cultures vivrières en savane arborée (mil, sorgho, maïs, riz)
- Élevage bovin extensif
- cultures maraîchères
- Riz
- Pêche traditionnelle

Cultures commerciales

- Café
- Coton
- Thé
- Hévéa
- Arachide
- Cultures fruitières : ananas, bananes, mangues
- Palmier à huile









INDUSTRIES

- Industrie du bois
- Industrie textile
- Industrie agroalimentaire
- Cimenterie
- Métallurgie de base : alumine
- Projet d'usine d'alumine





MINES ET ÉNERGIE

- Mines exploitées
- Gisements reconnus
- Fer
- Uranium
- Bauxite
- Or
- Diamant
- Centrale hydroélectrique
- Centrale hydroélectrique en projet
- Centrale thermique (puissance > 2MW)
- Pétrole (indices)





TRANSPORTS

-  Voie ferrée
-  Transguinéen en projet
-  Aéroport international
-  Port minéralier
-  Port de commerce
-  Pêche

COMMUNICATIONS

-  Route principale
-  Route secondaire
-  Voie ferrée
-  Aéroport international

VILLES

- Nombre d'habitants
-  plus de 2 200 000
 -  de 100 001 à 500 000
 -  de 10 000 à 100 000
 -  moins de 10 000



Conakry rattrape son retard

Signe de reprise, quantité d'établissements de standing ont été inaugurés récemment dans la capitale. Un succès lié au tourisme d'affaires qui pourrait se décliner dans les domaines balnéaire, écologique ou culturel.

Plus une année ne passe sans que les autorités n'inaugurent de nouveaux hôtels à Conakry. En 2013, c'est le Palm Camayenne qui ouvre le bal. Construit en 1964, le premier cinq-étoiles du pays appartient à l'État. Le groupe Unicon l'a entièrement rénové pour 23 millions d'euros et en assure la gestion (*lire interview p. 44*). L'année suivante, c'est au tour du Millennium, également situé à Dixinn, sur la corniche nord.

Il était normal que Kaloum, le centre administratif et commercial de la capitale, refasse également son retard en matière d'infrastructures. En septembre 2015, le président de la République a inauguré l'Hôtel Kaloum, dont les dix-huit étages ont été érigés par la société chinoise GMC pour un coût global de 76 millions de dollars (67 millions d'euros).

À l'avant-garde

Situé sur le littoral sud de la presqu'île de Kaloum, le Noom, cinq-étoiles géré par le groupe Mangalis, a été érigé pour environ 30 millions d'euros et inauguré fin septembre 2016 par le chef de l'État - preuve de l'importance qu'il accorde à ce secteur. Cette filiale du holding Teyliom, de l'entrepreneur sénégalais Yérin Sow, inaugurerait là son premier hôtel sur le continent. C'est aussi Conakry que le groupe américain Starwood Hotels & Resorts, filiale de Marriott International, a choisi pour établir son premier Grand Sheraton d'Afrique de l'Ouest en décembre 2016 - un investissement

de 60 millions de dollars environ. Quant à l'Azalaï, membre d'un groupe hôtelier africain, il devrait bientôt ouvrir ses portes dans le quartier de Coleah. Il aura fallu déboursé 52 millions de dollars pour cette infrastructure dont la première pierre a été posée en 2015.

Des établissements de moyenne gamme ont également été rénovés, alors que le groupe Onomo, qui propose depuis plusieurs années « une hôtellerie d'affaires simple et confortable » sur le continent, a inauguré son premier bâtiment à Conakry à la fin de l'année 2017.

Centres de conférences et bars-restaurants

Au total, ce sont plusieurs centaines de millions d'euros qui ont été investis dans l'hôtellerie de la capitale et près de 2 500 chambres créées depuis cinq ans, de même que plusieurs milliers d'emplois. Ces structures, qui proposent presque toutes des centres de conférences pouvant accueillir jusqu'à 500 personnes parfois, ainsi que des salles de réunion, permettent à Conakry de combler ses lacunes en matière d'hébergement à l'intention de la clientèle d'affaires. Leurs restaurants et bars, sur la côte ou en centre-ville, offrent également de nouveaux lieux de sortie, l'Hôtel Kaloum s'étant même doté d'un centre commercial.

Les autorités comme les hôteliers souhaitent que ces établissements constituent désormais des portes d'entrée vers d'autres régions de la Guinée et favorisent un tourisme de loisir.



Le Palm Camayenne a été entièrement rénové pour 23 millions d'euros.

**Mangalis,
Marriott,
Onomo...
Tous s'y sont
implantés.**



La CAN 2023 accélère le rythme

L'activité hôtelière, notamment de moyenne gamme, pourrait se poursuivre dans les années à venir, après que la Guinée a remporté le droit d'organiser la Coupe d'Afrique des nations de football 2023. Parmi les nombreuses infrastructures que cet événement permet traditionnellement aux pays hôtes d'améliorer figurent les hôtels chargés d'accueillir les équipes sportives nationales et les personnels techniques (officiels, arbitres, encadrement...), ainsi que le public. ■

Elles comptent pour cela sur le retour des compagnies aériennes internationales, qui sont une dizaine à desservir Conakry - dont l'aéroport, Gbessia, a été rénové - depuis le Maroc, l'Éthiopie, le Rwanda, la France, la Turquie ou encore les Émirats. La nouvelle compagnie aérienne Guinea Airlines devrait quant à elle prendre son envol mi-2018 et assurer des liaisons nationales et internationales en partenariat avec le géant Ethiopian Airlines et la société panafricaine Asky. ■

Les touristes sont de retour

(Nombre d'arrivées de non-résidents en Guinée)

	2012	2014	2016
NON-RÉSIDENTS	89 183	30 241	60 226
GUINIÉENS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER	6 881	2 531	2 804
provenant d'Europe	37 353	12 858	22 949
provenant d'Afrique	40 151	11 455	21 470
provenant d'Amérique	8 871	2 896	6 249
provenant d'Asie	925	356	6 044
POUR AFFAIRES	38 434	15 561	33 012
POUR RAISONS FAMILIALES	7 852	6 858	15 123
POUR LOISIRS	24 728	3 042	4 564

SOURCE : RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL/BUREAU DE STRATÉGIE ET DE DÉVELOPPEMENT /MINISTÈRE DU TOURISME, DE L'HÔTELLERIE ET DE L'ARTISANAT

« Des opportunités existent dans l'ouest et le nord du pays »

SERGE PEREIRA, directeur général d'Unicon



DR

SERGE PEREIRA est le directeur général d'Unicon, un groupe mondial d'architecture, d'ingénierie et de développement immobilier. C'est lui qui s'est chargé de la rénovation du Palm Camayenne, symbole de l'hôtellerie guinéenne depuis 1964.

Qu'est-ce qui vous a poussé à rénover le Palm Camayenne ?

La transition politique de 2010 a créé un grand engouement chez les investisseurs régionaux et internationaux, notamment dans les secteurs souffrant d'un déficit d'infrastructures. En 2011, nous avons fait l'expérience directe du manque d'hôtels lors de notre première visite à Conakry. C'est pourquoi nous avons évalué plusieurs opportunités et choisi celle qui avait le plus de valeur symbolique pour la Guinée, qui était la plus adaptée à nos clients par son emplacement,

qui s'ajustait au mieux à l'offre existante au niveau du dimensionnement, avec 123 chambres sur un site de 10 000 mètres carrés de qualité. Outre les infrastructures existantes et à venir, notre investissement de 23 millions d'euros a tenu compte des perspectives de croissance économique réelles, du développement des installations aéroportuaires et des dessertes aériennes, ainsi que d'une sécurité contractuelle et juridique à long terme. Il projette une exploitation de quarante-cinq ans ; il faut être patient et savoir s'adapter aux aléas conjoncturels.

Comment avez-vous fait face à la crise causée par le virus Ebola ?

Nous sommes passés du jour au lendemain d'un taux d'occupation de 80 % à 20 % en avril 2014. Nous avons communiqué de façon constante avec les autorités, les ONG, les services médicaux et nos clients. Il a fallu restructurer le financement de l'hôtel, renforcer son capital et ajuster l'offre de produits ainsi que les prix, afin de permettre aux organisations internationales de mobiliser sur place un maximum de personnel et d'en finir au plus vite avec la crise, dont les conséquences économiques restent encore présentes car elles ont ralenti plusieurs projets stratégiques à des moments clés de leur lancement. Plusieurs hôtels ont démarré par la suite leur activité et nous

tirons de cette période une grande leçon de flexibilité et de capacité d'adaptation.

Que pensez-vous du nombre important d'hôtels construits ou en voie de l'être à Conakry ?

Aujourd'hui, le marché de la capitale est couvert en matière de chambres, mais d'autres opportunités existent dans l'ouest et le nord du pays, avec de réels besoins. La clé de la rentabilité repose sur une réelle segmentation et différenciation du produit, avec un investissement d'une taille adaptée et une réelle flexibilité. Il est également important de pouvoir mettre à la disposition de la clientèle locale une offre de restauration, de loisirs et de culture de qualité pour réduire la dépendance aux voyageurs, ce que fait le Palm Camayenne. ■

En avril 2014, à cause de l'épidémie d'Ebola, le taux d'occupation est passé de 80 % à 20 %. Nous avons dû faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité.

Des plages aux parcs, il y en aura pour tous les goûts

Les observateurs parlent facilement de « scandale géologique » à propos de la Guinée en raison de la faible exploitation de ses ressources minières. Il est moins souvent question des opportunités touristiques du pays. Elles sont pourtant nombreuses grâce à la diversité de ses paysages et de ses microclimats, des plages de sable fin de Boffa aux sommets, forêts et savanes du Fouta-Djalou, propices à l'écotourisme. Si le nombre d'arrivées de non-résidents est bien reparti à la hausse depuis 2016 (voir tableau p. 43), avec 63000 personnes enregistrées en Guinée – soit le double de l'année précédente et la moitié du niveau attendu pour l'année 2017 –, seuls 4564 sont venus pour leurs loisirs.

Fortes ambitions pour l'hôtellerie

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) considère pourtant le tourisme comme une priorité du secteur tertiaire, en vertu de sa capacité à diversifier l'économie et à bénéficier à des profils très différents : communautés rurales, artistes, artisans, employés de l'hôtellerie, guides... C'est pourquoi son développement est corrélé à celui de la culture locale et des filières et produits artisanaux.

Le PNDES ambitionne de faire passer la part du tourisme et de l'hôtellerie dans le PIB de 1,7 % en 2015 à 3 % en 2020 et, dans l'emploi, de 0,2 % à 1 % au moins en 2020. Quant au secteur de l'hôtellerie lui-même, il devrait

connaître une hausse de 4,4 % en 2020, alors qu'il avait baissé de 8,2 % en 2015. Une partie de ces ambitions pourrait être atteinte grâce à l'augmentation des capacités hôtelières à Conakry, mais d'autres défis restent à relever.

L'artisanat dans le viseur

L'un des projets prioritaires du PNDES consiste à développer l'artisanat (couture, chaudronnerie, teinture...), qui occupe 20 % de la population active et pèse 40 % de la production manufacturière nationale grâce au tourisme. Un précédent plan avait déjà permis aux artisans de s'organiser et d'élargir leur main-d'œuvre, notamment en embauchant des femmes. Le PNDES compte créer dans le pays plusieurs villages artisanaux consacrés à la production et au commerce, pour un montant estimé à 8,34 millions de dollars (7 millions d'euros).

Deux autres projets prioritaires sont dévolus l'un à l'écotourisme dans le parc national du Badiar (12,8 millions de dollars), l'autre au développement durable du tourisme dans un réseau de parcs et d'aires protégés transfrontaliers. D'un coût estimé à 4,8 millions de dollars, ce dernier consiste à réhabiliter des infrastructures (routières et énergétiques, entre autres) et à décupler le potentiel de parcs dans les préfectures moyennes de Gaoual, à la frontière bissau-guinéenne, et de Koundara, à la frontière sénégalaise. ■

En 2020, le tourisme et l'hôtellerie devraient constituer 3 % du PIB.



Une diversification de bon augure

S'il reste de taille modeste, le marché bancaire s'étoffe en accueillant de nouveaux établissements. Il pâtit néanmoins d'une insuffisance de crédits à long terme.



En 2017, les trois acteurs dominants du secteur que sont Ecobank, SGBG et Bicigui ont cumulé 1 milliard d'euros de bilan.

Le marché bancaire guinéen est toujours dominé par les acteurs historiques que sont les filiales du groupe panafricain Ecobank et des françaises Société générale et BNP Paribas : Société générale de banques en Guinée et Banque internationale pour le commerce et l'industrie. Ces trois établissements cumulaient en 2017 plus 11 000 milliards de GNF (environ 1 milliard d'euros) de bilan sur les 19 653 milliards totalisés par les seize banques de la place, selon l'Association professionnelle des établissements de crédit de Guinée. Place qui ne compte d'ailleurs pas parmi les plus importantes de la sous-région. Aucun de ses établissements de crédit n'apparaît dans le classement de *Jeune Afrique* des 200 plus grandes banques d'Afrique de l'Ouest. Mais la tendance, depuis 2010, est bonne et le secteur de plus en plus diversifié.

Les nigérianes à l'avant-poste

S'il ne fallait retenir qu'un signe de cette tendance, c'est l'arrivée depuis 2010 de plusieurs nouvelles banques dans le pays, qui en compte désormais seize, contre onze voilà sept ans. Trois ont franchi le pas en 2010 : deux nigérianes, United Bank for Africa, après avoir obtenu son agrément deux années plus tôt, et Skye Bank. Le groupe NSIA était de son côté déjà présent à Conakry avec sa branche assurance quand il a ouvert son premier établissement bancaire dans la capitale. Le camerounais Afriland First Bank leur a emboîté le pas deux ans plus tard dans le pays, où il a notamment introduit son modèle de création de richesse dans les zones rurales, urbaines et semi-urbaines, les microbanques MC2 et la Mutuelle financière des femmes africaines.

Un autre acteur nigérian, First Bank of Nigeria, est arrivé en 2015 à la suite de l'acquisition de la totalité des actions de la Banque internationale pour le commerce de Guinée. Si Skye Bank nourrit aujourd'hui des désirs de désengagement, c'est en raison de problèmes structurels, alors que son équipe dirigeante

Un nouveau code des assurances

La Guinée disposait en 2016 de dix sociétés d'assurances, contre six en activité en 2010. Si cette tendance traduit un rapprochement avec les consommateurs, le taux de couverture reste parmi les plus faibles de la sous-région, en partie en raison de la faible culture en matière d'assurances. C'est pour améliorer les performances du secteur qu'un nouveau code des assurances a été adopté en 2016. Parmi les nouveautés : la création à venir d'une compagnie de réassurance, la prise en compte de la micro assurance ou encore de l'assurance agricole. Le précédent texte datait de 1995. ■

a été remplacée en 2016 par la rigoureuse Banque centrale du Nigeria.

De bonnes performances en 2017

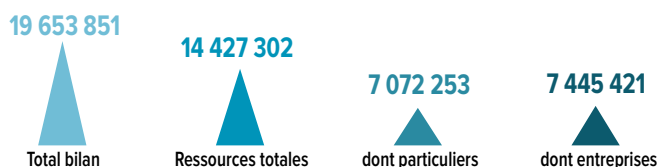
Malgré les différends qui opposent depuis deux ans les syndicats du secteur et les directions des banques, celles-ci ont réalisé en 2017 un résultat net de 291 milliards de GNF, contre 273 milliards l'année précédente, selon les données du gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). D'après Louncény Nabé, tous les établissements qui exercent dans le pays respectent le ratio de solvabilité, qui a atteint en moyenne 18,37 % sur les neuf premiers mois de l'année 2017.

Autres indicateurs : à la fin du mois de décembre, la position extérieure nette des banques commerciales se situait à 2 034,24 milliards de GNF, contre 1 439,71 milliards un an plus tôt. Sur la même période, les dépôts en devises et en francs guinéens ont augmenté respectivement de 27,8 % et 8,36 %. Cela est dû au dynamisme de l'économie, notamment dans les secteurs minier et agricole, mais aussi à la politique menée ces dernières années par la BCRG. Elle a notamment baissé le taux de réserves obligatoires de 18 % à 20 % au début de l'année 2017, exauçant les vœux des établissements de crédit. La réforme en cours du marché des changes devrait quant à elle consolider l'unification des aspects officiel et parallèle de ce dernier, et éviter une surévaluation de la monnaie nationale.

Si le taux de bancarisation, de 3,7 % en 2010, est aujourd'hui de 7 %, le financement de l'économie guinéenne est toujours contraint par le faible niveau de l'épargne, qui se situait à 11,45 % du PIB en 2015. De la même façon, le taux de crédit atteint 11 % du PIB, contre 2,5 % il y a cinq ans, selon le patron de la BCRG, mais ce taux reste insuffisant et il concerne essentiellement des crédits de court terme. Sur les 5 520 140 millions de GNF d'engagements des seize banques guinéennes auprès des entreprises en 2017, 799 376 s'inscrivaient sur le long terme. ■

Bilan des banques guinéennes...

(Au 31 décembre 2017, en millions de GNF)



... et ressources

(Au 31 décembre 2017, en millions de GNF)

	Total Ressources	Dont particuliers	Dont entreprises
ECOBANK GUINÉE	3 535 039	1 661 298	1 809 463
SGBG	3 054 030	1 263 383	1 790 647
BICIGUI (GROUPE BNP)	2 401 156	1 689 573	711 583
ORABANK	1 219 688	174 336	365 107
FIB	850 144	525 741	291 107
BPMG	733 993	190 795	291 682
UBA	722 967	174 336	248 833
BSIC	623 400	241 269	365 107
FBN	615 383	221 859	382 131
BIG	427 718	199 945	208 034
NSIA GUINÉE	368 501	127 857	159 072
AFB	363 432	114 768	200 468
BCI	351 069	52 837	246 291
SKYE BANK	122 926	31 575	91 345
BDG	22 699	-	-
BNG	15 186	0	0

SOURCE : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DE GUINÉE

Guinée 2.0

Depuis l'arrivée du câble ACE, le pays jouit d'une connexion nettement plus performante. Une avancée bientôt renforcée par un réseau national de fibre optique.

Capable de décupler la productivité des services, le rendement des industries ou encore la créativité des entrepreneurs, le secteur transversal des technologies de l'information et de la communication (TIC) est un levier de croissance incontournable. C'est pourquoi le pays a fourni d'importants efforts ces dernières années pour rattraper son retard en la matière.

Une station d'atterrissage a ainsi été construite pour mettre en service le câble sous-marin Africa Coast to Europe (ACE), le premier auquel la Guinée s'est connectée dans le cadre du Warcip-Guinée ou Programme d'infrastructure de communication pour l'Afrique de l'Ouest. Le principal objectif de ce dernier, qui a débuté en 2012 et a pris fin en décembre 2016, était d'accroître la portée géographique des réseaux à large bande et de fournir ainsi une connexion internet haut débit de qualité et à faible coût.

De la France à l'Afrique du Sud

La première étape a consisté à créer un environnement favorable à la connectivité et au renforcement des capacités de l'administration puis, de façon plus terre à terre, à financer la connexion au câble ACE. Son installation entre la France et l'Afrique du Sud a coûté environ 700 millions de dollars et chaque membre du consortium qui a contribué à son existence doit payer des frais de connexion et d'abonnement.

Pour remplir ces obligations, la Guinéenne de large bande (Guilab) a été créée en mars 2011 via un partenariat public-privé. Chargée de l'exploitation et de la maintenance de la station d'atterrissage nationale, elle met à la disposition de ses actionnaires – les opérateurs privés nationaux et l'État – la capacité allouée au pays en respectant le principe d'accès ouvert à tous les acteurs titulaires d'une licence. Il en a coûté près de 34 millions de dollars à la Guinée, dont l'essentiel a été pris en charge par la Banque mondiale.

Mieux que prévu

La connexion a eu lieu en mars 2013, après que les 23 derniers kilomètres de câble manquants ont relié Conakry au reste du monde. À chaque étape de la mise en œuvre de Warcip, les autorités ont noté des résultats dépassant les objectifs. Ainsi, le coût des capacités globales achetées mensuellement par le pays ayant été divisé par cinq, l'accès à internet a atteint 24,4 % dès 2015, contre les 5 % attendus.

Le taux de décaissement global du projet était estimé à 98 % en décembre 2016, soit le meilleur des Warcip de la sous-région, selon la Banque mondiale. L'introduction de la 3G par les opérateurs de téléphonie et la généralisation des communications sans fil grâce au wifi, à Wimax et à Edge ont considérablement augmenté le nombre d'abonnés mobiles, avec un taux de pénétration qui frôle aujourd'hui les 100 % (voir tableau p. 50).

Squelette numérique

Pour les autorités, l'étape actuelle consiste à établir, depuis le point d'atterrissage, le squelette numérique de la fibre optique à travers tout le pays. C'est le chinois Huawei qui, depuis 2015, est chargé de construire cette épine dorsale (*backbone*) de près de 4 000 kilomètres pour un montant global de 238 millions de dollars, dont 85 % →

700

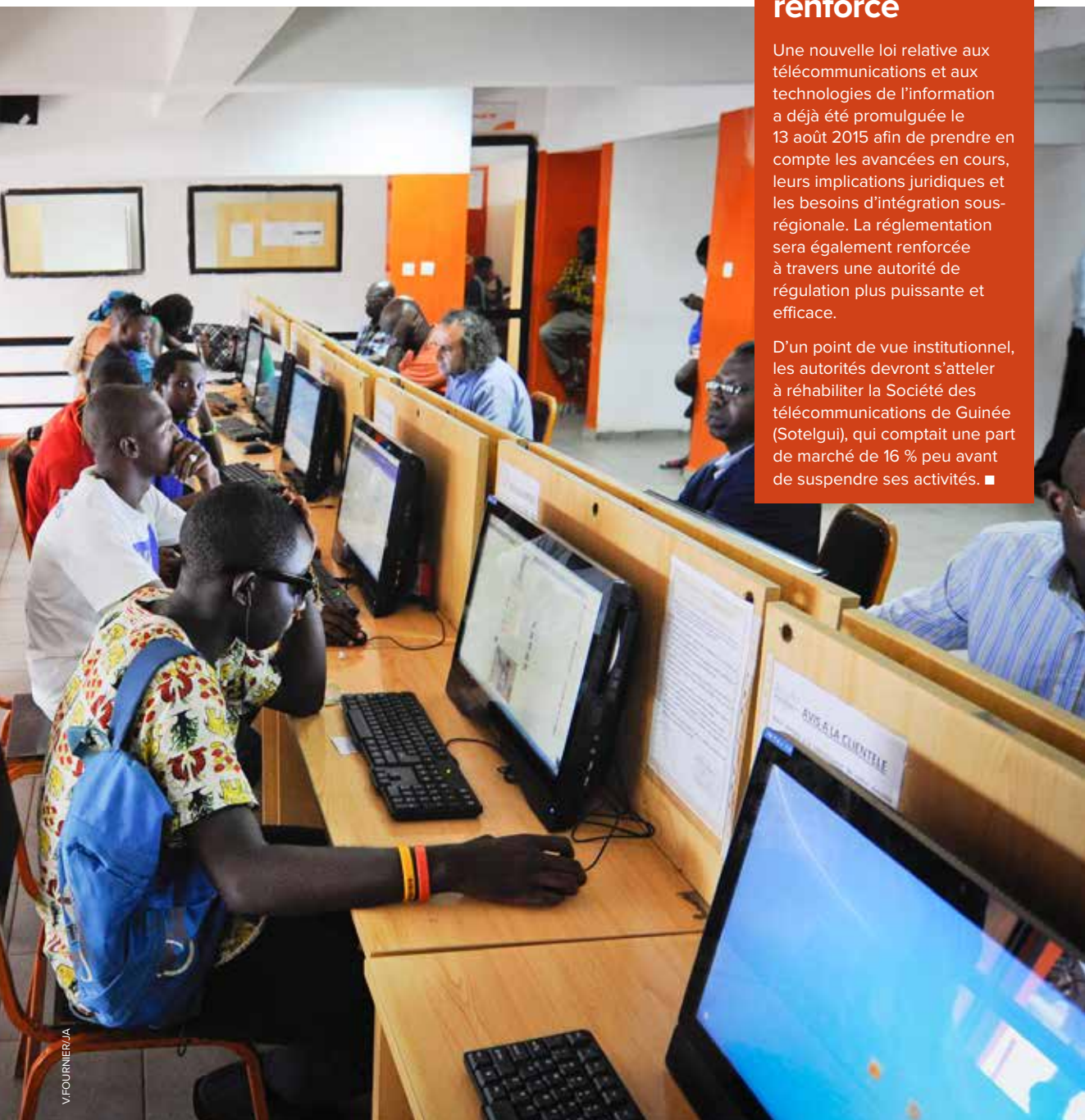
millions de dollars ont été investis pour relier numériquement les deux continents.

Dès 2015, l'accès à internet a atteint 24,4 %.

Le cadre réglementaire renforcé

Une nouvelle loi relative aux télécommunications et aux technologies de l'information a déjà été promulguée le 13 août 2015 afin de prendre en compte les avancées en cours, leurs implications juridiques et les besoins d'intégration sous-régionale. La réglementation sera également renforcée à travers une autorité de régulation plus puissante et efficace.

D'un point de vue institutionnel, les autorités devront s'atteler à réhabiliter la Société des télécommunications de Guinée (Sotelgui), qui comptait une part de marché de 16 % peu avant de suspendre ses activités. ■



→ sont financés par Pékin et 15 % par Conakry. À l'issue des travaux (prévus cette année), le pays disposera de services de télécommunications encore plus performants à des coûts moindres.

Plusieurs tronçons prioritaires étaient déjà réalisés fin 2017, selon la Société de gestion et d'exploitation du *backbone* national (Sogeb). Il s'agit des axes Conakry-Boké, Conakry-Mamou, Mamou-Labé, Mamou-Kankan, Mamou-Faranah, Kolaboui-Kamsar et Tanéné-Fria. Au final, le réseau pourrait être relié au reste de la sous-région ouest-africaine.

Dernière ligne droite

Une fois la colonne vertébrale du câble installée, il restera encore à effectuer le « dernier kilomètre », c'est-à-dire à le prolonger jusqu'aux institutions, aux entreprises, aux foyers... Cette opération, généralement réalisée en lien avec les opérateurs privés, fait l'objet d'un projet prioritaire dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES). Estimé à 80,7 millions de dollars, ce projet compte répondre aux besoins de bande passante, qui vont être multipliés par treize à l'horizon 2025, ainsi qu'aux fortes attentes autour de la 4G.

Il prévoit pour cela d'augmenter les capacités disponibles pour les opérateurs, d'étendre le réseau de fibre optique jusqu'aux foyers, ainsi



V.FOURNIER/JA

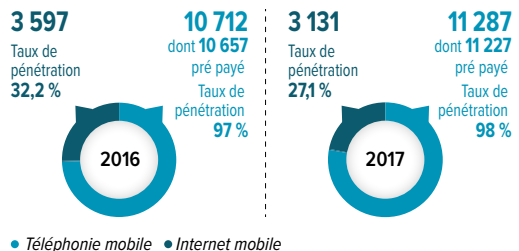
que de prendre certaines mesures en faveur du secteur telles que la création d'incubateurs, la promotion de l'éducation numérique ou encore l'interconnexion des services administratifs. À l'horizon 2020, le PNDES ambitionne de porter à 4,4 % la croissance des services des postes et télécommunications, contre 2,1 % en 2015. ■

Les besoins de bande passante vont être multipliés par treize d'ici à 2025. Ici la salle des serveurs de la Sotelgui.

Revenu global déclaré

	Décembre 2016	Décembre 2017
PART DE MARCHÉ ORANGE	60 %	64 %
PART DE MARCHÉ MTN	17 %	18 %
PART DE MARCHÉ CELLCOM	23 %	17 %
PART DE MARCHÉ INTERCEL	0,3 %	0,2 %
TOTAL (en milliards de GNF)	920,9	1 058,5

Nombre d'abonnements à la téléphonie et à internet mobiles (en milliers)



SOURCE : AUTORITÉ DE RÉGULATION DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DE GUINÉE, ARPT

Mentor de jeunes entrepreneurs

Patron de Jatropa, une société active dans la microfinance et la formation, Alpha Boubacar Barry veut monter la première plateforme technologique du pays à Mamou.

Entrepreneur hyperactif, Alpha Boubacar Barry est connu pour avoir lancé avec les autorités Sincery, du nom d'une montagne située dans le massif du Fouta-Djalou, un projet de tablette numérique à prix bas parfaitement optimisée pour les besoins des étudiants et équipée de contenu pédagogique. Libre à eux de l'acquérir pour 25 000 GNF (environ 2,90 euros) par mois, ce que plus de 3 000 ont déjà fait en souscrivant un crédit auprès de Jatropa Microfinance. Créée en 2011 par Alpha Boubacar Barry pour combler le manque de financement nécessaire aux jeunes entrepreneurs, elle est opportunément présente dans douze agences des universités publiques et privées du pays.

Plus de 2400 personnes ont été formées dans l'incubateur Be the Change Academy, qu'il a créé à Ratoma.



Ancien consultant junior de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) formé à Conakry, Stirling (Écosse) et Cambridge (Angleterre) en lettres modernes, journalisme et communication, ainsi qu'en management d'organisation, il contribue ainsi à intéresser les jeunes Guinéens à l'entrepreneuriat et à les familiariser au monde numérique. Alpha Boubacar Barry va encore plus loin, puisque avec Be the Change Academy (BTCA), l'incubateur qu'il a créé dans le quartier Kaporou, à Ratoma, dans le nord de Conakry, il accompagne de nombreux porteurs de projets.

Retour à la réalité

« Leurs idées sont souvent très ambitieuses, voire déconnectées de la réalité. Avec quatre formateurs, nous nous efforçons de les y ramener. » Études de marché, comptabilité, gestion des ressources humaines, marketing, innovation technologique... plus de 2400 personnes y ont été formées, explique le chef d'entreprise, comme ces groupements féminins envoyés par le ministère de l'Action sociale. Une fois leurs projets rendus viables, certains de ces entrepreneurs en herbe empruntent directement auprès de Jatropa, dont l'encours de crédits dépasse aujourd'hui 1 million de dollars (837 000 euros).

L'étape suivante, en cours, vise à créer une plateforme numérique autour de l'Institut supérieur de technologie de Mamou, une ville qu'un projet d'autoroute porté par le Plan national de développement économique et social (PNDES) prévoit de relier à Conakry, à 300 kilomètres de là. Et pourquoi pas dans la capitale guinéenne ? « Parce que, comme en Californie, la plupart des hubs de ce type sont nés à l'écart des grandes villes, afin que les étudiants puissent disposer de conditions idoines pour créer et innover », assure Boubacar, qui estime devoir collecter environ 5 millions de dollars pour lancer le projet. ■

Bâtir 120 000 logements

La Guinée a engagé la construction de dizaines de milliers d'habitations pour résorber la précarité et faire face à la forte croissance démographique. Chinois, Marocains, Turcs... Divers promoteurs sont à pied d'œuvre.

Une population qui va doubler en vingt-quatre ans, des logements insalubres pour une importante partie d'entre elle, une capitale, Conakry, dont certains quartiers se sont étendus de façon anarchique... La Guinée a fort à faire pour améliorer l'habitat et les ambitions du Plan national de développement économique et social (PNDES), qui s'appuie sur la Vision Habitat 2021 élaborée en 2012, sont grandes. L'une consiste d'abord à faire baisser la proportion de personnes vivant dans des bidonvilles, de 17,3 % en 2015, à 10 % en 2020. Il s'agira aussi d'offrir aux citoyens un taux d'accès à un logement décent de 30 % la même année, contre 21,7 % cinq ans plus tôt. Quant à celui des logements durables, il devra passer de 44,5 % à 55 % dans le même laps de temps.

Travail de fourmi

Le gouvernement doit gérer plusieurs urgences réglementaires pour améliorer l'environnement de la construction. Il a déjà promulgué en 2015 un code de l'habitat afin de restructurer les villes et d'en finir avec les habitations précaires, tandis qu'un guichet unique du foncier doit être fondé cette année. Les autorités, au premier rang desquelles le ministère de la Ville et de l'Aménagement du territoire, s'attachent à immatriculer les réserves foncières de l'État à travers tout le pays. Un travail de fourmi qui porte ses fruits et qui appelle parfois à récupérer des terrains indûment vendus à des citoyens, voire à détruire des logements précaires, comme récemment sur des lits de

rivière à Dubréka. Un fonds de l'habitat a été mis en place mais il manque encore de ressources, alors que la création d'une banque dévolue à ce secteur fait l'objet de réflexions. La restructuration de la Société nationale d'aménagement et de la promotion immobilière (Sonapi) doit quant à elle faire de cette institution le principal outil d'urbanisation de la Guinée.

China Dreal Group s'engage à Kobaya

L'autre priorité pour les autorités est d'accélérer la construction « à grande échelle de logements à des coûts abordables ». Sur ce point, l'État fait appel au secteur privé. En avril, le président Alpha Condé a procédé à la pose de la première pierre d'un programme de 20 000 logements sociaux dans le quartier Kobaya (commune de Ratoma, dans la banlieue nord de Conakry). C'est l'un des plus importants en cours. Véritable ville nouvelle, il est réalisé par le groupe China Dreal Group. Sa filiale guinéenne, Guinea Mar Grandioso, a déjà construit la célèbre cité internationale Plaza Diamant, dont la commercialisation des très chics maisons et appartements, dans le quartier de Kipé, sur le littoral nord de la capitale, a débuté en 2015.

Cette fois-ci, l'entreprise aura pour mission de mitiger les niveaux sociaux d'habitation. « Nous ne voulons pas reproduire les erreurs commises par d'autres pays où les maisons sociales sont devenues des bidonvilles, a expliqué le chef de l'État lors de la cérémonie. Chaque fois, nous exigerons que se côtoient →

En 2015,
17,5 % de la
population
vivait dans des
bidonvilles.

Chantier conduit par des entreprises de BTP turques dans le quartier de Kaloum, à Conakry, en février.



L'immeuble Turquoise, dans le quartier de la Minière à Conakry abrite différentes sociétés turques qui travaillent toutes au développement économique de la Guinée.



Une usine turque de préfabriqués à faible prix

Le président Alpha Condé a reçu en avril des représentants du géant turc Agaoglu, présent depuis 1981 dans l'immobilier, l'industrie, le tourisme et l'énergie. Également intéressé par le secteur minier et le commerce en Guinée, ce groupe souhaite y construire 5000 logements modulaires à faible coût. Il compte pour cela installer une usine de préfabriqués dont Boubacar Keita, le directeur général de la Sonapi, estime qu'elle pourra exporter une partie de sa production dans les pays voisins. ■

→ des habitations de haut standing et de standing moyen, afin que les populations soient mélangées. »

Logements, quartier d'affaires et écoles

La nouvelle ville couvrira 650 hectares sur une zone de plage basse, a expliqué Yao Tianping, le PDG de China Dreal Group. Surélever cette surface de deux mètres nécessitera des moyens importants. L'entreprise devra procéder au dragage des rivières, ainsi qu'à l'édification de digues et de routes. Des logements, mais aussi un centre d'affaires, des hôtels, des écoles et des établissements de soins devront sortir de terre.

La nouvelle ville coûtera 6 milliards de dollars.

Pour rembourser les frais de cession de terrain, China Dreal Group s'est aussi engagé à construire un centre national d'administration secondaire doté de dix immeubles, où les ministères – actuellement situés à Kaloum – devront emménager. « Dans les quinze prochaines années, 250 000 personnes pourront déménager dans cet endroit », assure le patron de la société chinoise. Une fois que cette ville sera aménagée, des terrains pourront être cédés à des entreprises privées ou à des particuliers souhaitant y construire. Dans une première phase, 2000 logements sont attendus, et la totalité devra être livrée en cinq ans.

Terrains contre habitations

Kobaya entre dans le cadre d'un projet plus vaste de 120 000 logements dont le coût a été évalué à environ 6 milliards de dollars (5 milliards d'euros). Une dizaine de conventions ont été signées pour leur réalisation en 2016 avec des entreprises étrangères mais aussi des sociétés guinéennes. Ainsi, 20 000 autres logements sont prévus dans les communes de Lambanyi et de Kobaya, au nord-est de Conakry. Les autorités ont déjà prévenu que les constructions devraient être entièrement financées par le privé, l'État s'engageant à accorder le foncier ainsi que des facilités fiscales et douanières.

L'une de ces conventions a été signée en septembre 2016 par la Sonapi, qui représente l'État, avec la chinoise Power China Engineer pour la construction de 50 000 logements à Kassonyah, dans la préfecture de Coyah. L'État, qui apporte sa garantie souveraine, s'est ici engagé à participer à hauteur de 15 % au financement. C'est pourquoi la première phase a été ramenée à 5 000 logements, pour un coût total de 360 millions de dollars.

Outre ses 50 000 logements de standing moyen et élevé, Kassonyah comptera une autoroute de 22 kilomètres reliant la ville nouvelle à Kaloum, un quartier administratif et financier, une route circulaire et deux hôtels. ■

Addoha livre une cité premium à Coleah

L'entreprise marocaine, qui s'est engagée à construire trois complexes à Conakry, duplique la formule d'accès au logement qui a fait son succès au Maroc.

Le promoteur immobilier marocain Addoha a commencé en mars à proposer la vente d'appartements en cours de construction à la cité Douane, dans la commune de Matam, à Conakry. Elle a pour cela créé une page sur le réseau social Facebook, « Addoha Guinée », de même qu'un site internet, Citedouane.com.

Le roi du Maroc Mohammed VI, accompagné du président de la République de Guinée, Alpha Condé, avait procédé en mars 2014 au lancement de la construction de trois complexes résidentiels à Conakry. Réalisés par Addoha – qui a su ces dernières décennies démontrer ses compétences au Maroc dans l'édification accélérée de logements sociaux comme d'habitats de très haut standing –, ils ont nécessité un investissement global d'environ 1,7 milliard de dirhams (plus de 150 millions d'euros). Le problème est que l'entreprise a rapidement dû se séparer de son partenaire guinéen, avant de connaître des difficultés financières globales, qu'elle a surmontées depuis 2017. Cela lui a permis d'accélérer la réalisation de ses projets en Guinée, mais aussi en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Un partenaire nommé Banque centrale populaire

Avec le slogan « Achetez votre appartement au prix du loyer », Addoha propose via une publicité

rythmée par « Magic in the Air », du groupe ivoirien Magic System, de visiter ses showrooms et ses appartements témoins. Comme au Maroc, ses clients peuvent bénéficier de « conditions de financement souples et étudiées », alors que le projet a été initié en partenariat avec le groupe Banque centrale populaire.

À la cité Douane, dans le quartier Coleah, près du centre administratif de Kaloum, Addoha assure livrer ses appartements « avec des finitions premium » ainsi qu'une « garantie décennale » sur le gros œuvre. Le programme comporte 761 logements, dont 633 unités

économiques et 128 de standing, pour un coût global de 404 millions de dirhams.

Reste à redoubler d'efforts pour réaliser ses deux autres projets. Le premier, la cité Police, consiste à faire sortir de terre un complexe de 1891 logements, dont 1486 logements sociaux, ainsi que des équipements de proximité (commerces, école maternelle...) sur un terrain de 5 hectares. Et ce, pour un investissement global de 849 millions de dirhams.

Le second, Kipé, prévoit 388 logements de standing pour 493 millions de dirhams. Addoha met à disposition des acheteurs un guichet unique offrant des services de banque, de notariat, de conservation foncière, de distribution d'eau potable et d'électricité. ■

Le programme comporte 761 appartements, dont 128 de standing.



ADDOKHA

Incubateurs : faire de l'idée une réalité

Le secteur privé est surtout constitué de PME agricoles et commerciales souvent informelles. Quant aux grandes entreprises, elles sont pour l'essentiel des filiales de compagnies internationales. D'où la nécessité d'accompagner la naissance de jeunes sociétés innovantes.

Les Guinéens créent des entreprises, et ce plus encore peut-être depuis que l'environnement des affaires s'améliore. Afin d'entourer les talents naissants, des initiatives apparaissent, telle celle d'Alpha Boubacar Barry dans les technologies de l'information (*lire p. 51*). D'autres, militants, passionnés, se risquent seuls sans l'aventure, avant de chercher auprès d'institutions les moyens de grandir. Ce samedi après-midi, une vingtaine de jeunes filles sont absorbées par leur ordinateur dans le grand hall de la Blue Zone de Dixinn. L'espace de vie est un hub de technologie et d'innovation créé par Bolloré Africa Logistics (*lire encadré page suivante*) au début des années 2010 dans quelques pays du continent. Alors que des enfants terminent un match de basket à l'extérieur, au soleil, et que d'autres trottinent autour du terrain, elles ne détournent pas le regard de l'écran, ou discutent les derniers détails des projets qu'elles vont présenter dans une dizaine de minutes. Elles participent au programme Pitch ton innovation, un concours organisé par Saboutech.



L'incubateur d'entreprises a été fondé en 2016 par plusieurs groupes internationaux et entreprises guinéennes (Blueline Guinée, Orange, Guilab, Société générale de banques en Guinée, Fiduxis, Total...) en lien avec le ministère de la Jeunesse et l'Agence de régulation des postes et télécoms. Son objectif : découvrir, former et conseiller les entrepreneurs de demain. Il contribue à compenser la faiblesse des structures d'accompagnement des jeunes sociétés innovantes, de l'investissement privé ou encore de la connexion entre l'enseignement supérieur et le monde de l'entreprise.

Coup de pouce

Le nom de l'incubateur, inspiré de *sabou*, qui signifie dans les dialectes soussou, peul et malinké « coup de main » et, plus généralement, « entraide », est parfaitement approprié. Comme la deuxième partie de son nom l'indique, Saboutech s'attache particulièrement aux secteurs des TIC, des énergies renouvelables et de l'environnement.

1000

mètres carrés de locaux accueillent les porteurs de projet chez Saboutech.



À Conakry, les Blue Zones se multiplient

Comme celle de Kaloum, située plus au sud de Conakry, la Blue Zone de Dixinn est un lieu unique dévolu aux loisirs, au sport, au travail et à la création. Construits par Bolloré Africa Logistics et Blue Solutions, deux filiales du groupe Bolloré, ces lieux verdoyants abritent dans des centres de santé, d'écoute et de prévention pour les jeunes une école proposant de l'e-learning, une bibliothèque, des terrains de sport, des ateliers pour les artisans... Et, bien sûr, un incubateur, Saboutech. Depuis janvier 2017, la Blue Zone de Kaloum accueille même la salle de cinéma et de spectacles CanalOlympia.

Chacune de ces infrastructures est alimentée grâce à l'énergie solaire stockée dans des batteries Lithium Métal Polymère (LMP), une technologie de Blue Solutions, ou générée par des panneaux photovoltaïques fournis par Sunpower, filiale du groupe Total. Par ailleurs, des Blue Zones ont récemment été annoncées au Niger, au Togo et au Bénin. ■

Ce samedi, c'est Kadidjatu Igue qui remporte le concours avec son projet Pharmacie 224, qui propose de localiser les médicaments, d'en indiquer le prix et d'annoncer sur mobile leurs heures de prise aux patients. Avec l'application N'walima, qui permet aux étudiants de décrocher des emplois temporaires au cours de leur cursus, Fanta Kaba prend la deuxième place, devant Hawa Camara et son Panier mobile, une plateforme web dont le but est de permettre aux consommateurs de vérifier la qualité et les prix des produits sur le marché. La veille, SabouInspire était organisé au même endroit afin que de jeunes patrons partagent leur expérience avec d'autres porteurs de projets moins avancés.

De fait, l'accompagnement proposé par Saboutech dépend de la maturité des projets : de l'entrepreneur qui souhaite développer une bonne idée ou structurer un business plan à la compagnie qui génère déjà des revenus et veut grandir. L'incubateur offre son savoir-faire, des formations et des conseils professionnels, juridiques et techniques, ainsi que de la

visibilité à travers ses concours, de même que des mises en relation et un accompagnement dans la recherche de financements. Ses locaux de plus de 1 000 mètres carrés accueillent également des sociétés qui ne demandent pas d'appui particulier.

Solutions informatiques, assistance aux personnes, installation et maintenance de systèmes de surveillance mobile, plateforme web destinée à la mise en contact d'agriculteurs... Plusieurs entreprises ont déjà été incubées ou simplement accompagnées. C'est le cas de Fapel, une société née au début des années 2000. Située à Labé, elle est spécialisée dans la fabrication de pompes à eau à piston alternatif que son fondateur, Barry Aguibou, a inventées puis fait breveter auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle. Elles rendent d'importants services aux agriculteurs et aux ménages. En 2016, le président français François Hollande lui-même l'honorait parmi dix lauréats du monde entier dans le cadre du programme La France s'engage au Sud. ■

Dans la Blue Zone de Dixinn, des jeunes filles participent au concours Pitch ton innovation.

La société Fapel, qui fabrique des pompes à eau, a bénéficié d'un tel accompagnement.

MAMADOU SAÏDOU DIALLO

Artex Guinée, un coton 100 % tissé main

L'entreprise Artex Guinée s'est fait connaître en quatre ans par la qualité et l'originalité de ses tissus confectionnés à la main.

Mamadou Saïdou Diallo, son fondateur, qui cherche à grandir pour répondre aux nombreuses commandes reçues, est convaincu que son pays peut devenir exportateur.

Dans l'élégante boutique qu'il a installée à Conakry, dans le quartier de Minière, Mamadou Saïdou Diallo parle avec passion et pédagogie de l'aventure d'Artex, la société qu'il a créée en 2013. Pendant une décennie, son travail auprès d'une ONG occidentale l'a amené à rencontrer tout ce que le pays comptait de tisserands et il a rapidement constaté que ce métier disparaissait. Après quelques années de réflexion, il a vendu sa maison pour financer son projet et s'est lancé.

Il s'est d'abord formé auprès d'un artisan de Labé dont il appréciait la technique, avant de partager ce savoir en logeant, nourrissant et payant des apprentis – dont certains, à son grand dam, n'ont pas hésité à prendre la route

de l'immigration clandestine une fois formés. Il a également construit ses huit machines à tisser en bois en prenant soin d'étendre la largeur des bandes généralement vendues de 30 centimètres à 1,30 mètre, et cherche aujourd'hui à porter cette dimension à 2 mètres.

Tout ce que Conakry compte d'ambassades et d'institutions étrangères est passé dans sa boutique acheter des tissus d'une qualité et d'une originalité étonnantes, et « qui ne déteignent pas », insiste Mamadou Saïdou Diallo, dont la maman était teinturière. « On m'a souvent dit qu'ils ne pouvaient pas être guinéens, qu'ils devaient venir de l'étranger comme tant d'autres prétendus produits locaux. »

De plus en plus de cadres franchissent l'entrée de son magasin, mais la part des acheteurs locaux reste moins importante que celles des expatriés et de la diaspora. Le pouvoir d'achat n'est pourtant pas le seul enjeu pour les locaux, estime Saïd Diallo, qui pense que ces derniers pourraient être intéressés pas ses produits s'il avait davantage de moyens pour les faire connaître. Récemment, il a réalisé des descentes de lit, les nappes de l'hôtel Onomo tout juste ouvert à Conakry, ou encore habillé des fauteuils, de la même façon qu'il a habillé la cellule de communication du gouvernement. L'entreprise a désormais besoin d'être soutenue afin que son fonds de roulement lui permette de répondre à toutes les commandes qui lui sont passées. Mamadou Saïdou Diallo aimerait aussi que la formation qu'il prodigue aux apprentis tisserands bénéficie d'un soutien public. Il est persuadé que le pays peut renouer avec son passé de tissage et exporter, comme certains pays voisins. Récemment, les autorités ont accepté de lui céder un local industriel inutilisé où il va déplacer ses métiers à tisser, depuis la maison qu'il a transformée en atelier, à Coyah. ■





DIAKAGBÈ KABA

La Guinéenne des terroirs : emballé, c'est transformé !

Confitures, fruits séchés... La Guinéenne des terroirs propose depuis 2012 des produits agricoles transformés. Un mouvement qui fait des émules et qui a poussé à l'ouverture à Conakry d'un magasin baptisé Consommons citoyen.

Lorsque l'on demande à Diakagbè Kaba l'origine de la marque de produits agrolimentaires La Guinéenne des terroirs, elle prend la question au sérieux et se donne les moyens d'y répondre. C'est pourquoi la militante écologiste et féministe remonte quarante ans en arrière, dans l'histoire de la jeune Guinée. Ses études en socio anthropologie, le travail agricole harassant de sa grand-mère maternelle qui l'élève et dont elle veut réduire la difficulté, la nécessité pour cela de créer une association, bien qu'à l'époque les associations, y compris féminines, soient encadrées par des hommes...

Finalement, elle décide que sa structure, l'Association guinéenne pour l'allègement des charges féminines (Agac), sera fondée « par

les femmes et pour les femmes » afin de contribuer à les autonomiser, ce qui est toujours le fil de rouge de ses activités associatives. Des activités qu'elle mène dans les années 1980 en étant fonctionnaire au sein de la présidence de la République et opposante politique. À force de formations, de vulgarisation et de conseils apportés aux femmes, elle commence à connaître parfaitement l'environnement du pays et devient un partenaire incontournable du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), qui la soutient dans ses chantiers de filature et de saponification, entre autres, pour permettre aux travailleuses de générer de la valeur ajoutée.

Elle quitte alors l'Administration et fonde la Coopérative des femmes rurales pour l'agriculture, la souveraineté alimentaire et le développement (Cofrasad), qui transforme les produits cultivés, puisque « tout le monde produit et vend la même chose au même moment ». Un centre est construit pour le séchage de tomates, mangues, feuilles, etc., jusqu'à la fabrication de confitures. Mais les produits emballés sont trop chers dans les zones rurales, ce qui amène la coopérative à rechercher un débouché à Conakry, où un magasin, Consommons guinéen, est ouvert en collaboration avec plusieurs autres entreprises locales. Il s'agit du Réseau Bôra Maalé, du Comptoir Sel Solaire, du Café Ziama ou encore de La Petite Damba, dont l'huile de palme ou les épices présentés dans des emballages modernes sont aussi distribués en grande surface.

Une quinzaine de groupements affiliés envoient leur production à La Guinéenne des terroirs. Et vendent le reste de leurs récoltes dans leur région, voire, pour certains, s'occupent de leurs propres marques, car La Guinéenne a suscité des vocations. Et les ruraux aussi commencent à acheter des confitures. Quant à la maison mère, elle commence à exporter de petites quantités au Canada ou en France, explique Diakagbè Kaba, qui a repris depuis 2011 un poste de secrétaire générale adjointe du gouvernement. ■



Le secteur agricole, véritable moteur de la croissance

L'agriculture est le principal pourvoyeur d'emplois du pays. Pour le rendre plus productif et garantir la sécurité alimentaire, mais aussi augmenter les exportations et développer l'agro-industrie, mesures et investissements vont se multiplier.

Une pluviosité de 1 200 à 4 000 millimètres par an, un réseau fluvial de 6 250 kilomètres, plus de 6 millions d'hectares de terres arables... La Guinée dispose d'avantages indéniables pour soutenir son secteur agricole. S'il emploie plus de 50 % de la population active, il ne représente que 9 % de son PIB (et 8 % de plus en y ajoutant la pêche, l'élevage et la sylviculture). En raison de sa nature inclusive et de sa capacité à redistribuer la valeur ajoutée créée, ce secteur constitue, dans le Programme

national de développement économique et social (PNDES), le moteur du développement du pays. Mais pour ce faire, il doit d'abord être transformé structurellement.

À l'horizon 2030, les autorités veulent que le rendement agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires aient doublé, en poussant l'activité à augmenter de 7,5 % par an grâce au PNDES. Celui-ci sera mis en œuvre par le biais du Programme accéléré de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de

développement agricole durable (Pasandad, 2017-2020).

Des organisations plus structurées

Ces dernières années, l'agriculture guinéenne a crû de 4,7 % en moyenne annuelle grâce à l'émergence et à la promotion des organisations paysannes, qui ont aussi été approvisionnées en matériel, notamment à travers les centres de prestation agricole créés dans toutes les préfectures du pays. L'accès aux intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires) à des prix subventionnés a également été facilité, mais il reste insuffisant, de même que les compétences nécessaires à leur bonne utilisation. Le ministère de l'Agriculture travaille notamment avec l'Office chérifien des phosphates (OCP), le géant marocain des engrais, pour améliorer les performances dans ce domaine. Les efforts des agriculteurs et le soutien de l'État font que la production agricole s'est relativement améliorée ces dernières années, notamment celle du riz, du maïs, du fonio, du manioc et de l'arachide.

Aménagement et recherche

Pourtant, dans l'appui au secteur agricole, les autorités se heurtent à plusieurs contraintes, telles que l'insuffisance des infrastructures de

maîtrise de l'eau, l'absence d'établissements de crédits dévolus au secteur ou encore la prédominance d'une agriculture de type familial et de subsistance utilisant des techniques archaïques. Autre défi de taille à relever : l'inefficacité des systèmes de commercialisation liée, notamment, à l'enclavement de certaines zones de production et au faible accès des petits producteurs aux marchés. Autant de problèmes auxquels le PNDES s'engage à trouver des solutions. Il a ainsi défini deux projets prioritaires : l'aménagement hydroagricole de 3 200 hectares de plaines le long du fleuve Sankarani et la construction de centres de production de matériel végétal et de centres de recherche de l'Institut de recherche agronomique de Guinée.

Donner à la femme la place qui lui revient

L'une des réponses durables apportées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle consiste à équilibrer le rapport entre les hommes et les femmes. Le Pasandad accordera une attention particulière aux performances des filières agricoles dans lesquelles interviennent les femmes et les jeunes, en appuyant la structuration de leurs organisations, en renforçant les capacités individuelles et en fournissant intrants et équipements. Des actions de →

L'agriculture a crû de 4,7 % par an en moyenne ces dernières années.

Pour le bétail, produire au niveau local

Le secteur de l'élevage a lui aussi grandi ces dernières années, avec des effectifs et une production en augmentation (voir tableau p. 62), mais cette croissance n'a été que de 2,9 %, contre 5 % attendus. Des performances bridées par le retard d'exécution de certaines actions du projet de gestion durable du bétail, ainsi que par le niveau insuffisant

des investissements. Les autorités ont néanmoins réussi à renforcer le cadre institutionnel de ce domaine, à construire des infrastructures de commercialisation – bien qu'en nombre insuffisant –, à mettre en œuvre des programmes de vaccination ou encore à améliorer génétiquement les espèces. Outre la faible capacité technique et

managériale des organisations professionnelles d'éleveurs, le PNDES relève une contrainte : la coopération sous-régionale. Mais, si elle était plus importante, elle permettrait de produire localement, pour un vaste marché, des aliments pour bétail et des produits vétérinaires à des coûts compétitifs. ■

La production des principales cultures d'exportation augmente

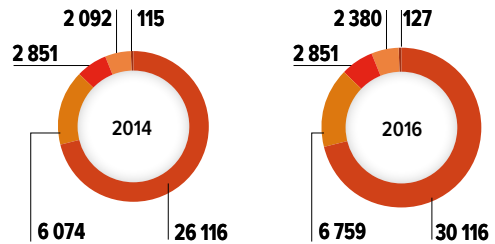
(en tonnes)

	2010	2012	2014	2016
CAFÉ	29 018	17 907	41 500	45 950
COTON	0	680	15 000	15 000
ANACARDE	-	-	8 600	10 570
CACAO	15 160	8 040	7 500	8 200

SOURCE : TAB. DE BORD DE L'ÉCO. GUINÉENNE / MINISTÈRE DU PLANDIIR, NATIONALE DU PLAN

Effectifs du cheptel par espèce (en milliers)

• Volaille • Bovins • Caprins • Ovins • Porcins



SOURCE : BUREAU DE STRATÉGIE ET DE DÉV./MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PRODUCTION ANIMALE

→ plaidoyer seront aussi mises en œuvre pour améliorer le statut de la femme, autour d'enjeux tels que la propriété foncière ou la prise de décision.

L'anacarde a de l'avenir

Dans les cultures de rente et d'exportation, le PNDES compte implanter progressivement des agropoles consacrées aux filières qui disposent du plus grand potentiel. Parmi celles-ci, le président la République – qui cite également le sésame, l'huile de palme ou le cacao – attache une importance particulière à l'anacarde, dont le marché mondial présente d'intéressantes perspectives ces dernières années, ce dont la Guinée souhaite profiter. Objectifs : atteindre une surface de 1 million d'hectares d'anacardiens en 2020 et produire 60 000 tonnes par an de noix – une culture dont l'impact social, du point de vue de la création d'emplois et de richesse, est fort. En 2016, 204 000 hectares ont déjà été plantés et 175 000 autres l'ont été en 2017 dans les préfectures de Boké, Fria, Dubréka, Boffa (Basse-Guinée). Cette même année, 40 000 tonnes de noix ont été exportées par voie maritime vers l'Inde et le Vietnam, les principaux importateurs mondiaux, selon l'Association guinéenne des exportateurs de l'anacarde (Agexana), créée en 2015.

Ziama, un café enfin protégé

Le café est une autre culture citée régulièrement par le chef de l'État, qui a lui-même fait importer du Rwanda une tonne de semences de café Arabica destinées à être plantées, mais aussi étudiées par le Centre de recherche

agronomique de Bareng. La Guinée mise aussi sur son café local, le Ziama de Macenta, qui bénéficie depuis 2014 d'une indication géographique protégée (IGP) obtenue en quatre ans auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Cultivé dans les monts Ziama, à près de 800 kilomètres de Conakry, ce café est de type robusta, mais ses qualités, notamment grâce à son terroir et au savoir-faire de ses producteurs, le rapprochent davantage d'un arabica.

L'ananas est de retour

Autre réussite récente de l'agriculture guinéenne : l'ananas. La relance de cette culture a été prise en charge par le Bureau d'exécution stratégique (BES), dépendant de la primature, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et le cabinet de conseil Dalberg. Outre l'augmentation des superficies cultivées, l'accès aux engrais ou à l'irrigation, les efforts ont porté sur la commercialisation, en direction aussi bien des producteurs (normes à l'exportation) que des exportateurs (accès aux marchés). La Guinée exportait plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'ananas dans les années 1950, avant que sa culture ne chute. Le gouvernement, les producteurs d'ananas de Basse-Guinée et l'importateur français VB International ont signé en juillet 2017 un accord de commercialisation sur le marché européen à travers lequel l'importateur s'engageait à acheter 100 tonnes d'ananas. ■

Le sésame, l'huile de palme et le cacao disposent d'un grand potentiel également.

La pêche industrielle remise à flot

Une fois le secteur recadré, la Guinée a été retirée de la liste noire de l'Union européenne, où elle a pu de nouveau exporter son poisson. Des réformes positives pour Sonit-Guinée, qui vient de commander deux nouveaux navires.

Assis à son bureau, situé non loin du Port autonome de Conakry, Hassan Saadi détaille avec fierté le développement de Sonit-Guinée, groupe familial dont il est l'administrateur-directeur général. Présente dans le café et le cacao, l'immobilier, l'agro alimentaire ou même l'industrie, Sonit est aussi l'une des seules sociétés de droit guinéen à posséder ses propres bateaux de pêche industrielle. Déjà propriétaire de huit navires capables de capturer jusqu'à 240 tonnes de poisson par jour – exporté notamment vers l'Afrique de l'Ouest –, elle vient de commander la construction de deux navires en Chine, profitant de la réorganisation actuelle du secteur. En 2014, l'Union européenne avait

inscrit la Guinée sur la liste noire des pays tiers non coopératifs en matière de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Cela empêchait l'Etat ouest-africain d'y vendre ses ressources halieutiques, tandis que les bateaux européens avaient interdiction de pratiquer la pêche au large des côtes guinéennes. Ces mesures faisaient perdre chaque année 100 millions d'euros à la Guinée, estimait en 2016 André Loua, le ministre des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie maritime. Mais les conséquences d'une pratique illégale étaient plus terribles encore à long terme : manque à gagner en matière d'emplois, de revenus... et surtout destruction des ressources

halieutiques, puisque les zones au repos n'étaient pas respectées. Alors Conakry a révisé son cadre juridique, amélioré la surveillance de ses côtes, notamment en créant une préfecture maritime chargée d'arraisonner les navires en infraction, et renforcé son système de sanctions. Après quoi, le 10 octobre 2016, l'UE, plus grand importateur mondial de produits de la mer, a retiré la Guinée de sa liste. « Il y avait beaucoup de pagaille avant ces réformes, souligne Hassan Saadi. Depuis, les quantités pêchées commencent à augmenter et la qualité est meilleure, c'est pourquoi nous avons acheté deux nouveaux bateaux, bien qu'il y ait encore des choses à améliorer. Nous avons même rappelé nos navires qui pêchaient en Sierra Leone, car l'environnement est meilleur ici. »

Les autorités profitent du contexte de réforme pour en finir avec le système des licences accordées à des bateaux étrangers qui n'investissent pas localement, imposer des quotas et développer la flotte nationale. « Nous ne délivrons plus de licence à une société de pêche étrangère. Elle doit désormais être associée à des Guinéens auxquels on pourra appliquer le droit guinéen », expliquait en octobre le ministre des Pêches, précisant que la Guinée est désormais membre du groupe consultatif international de l'Initiative pour la transparence des pêches. ■

Les autorités ont cessé d'accorder des licences à des sociétés étrangères n'investissant pas localement.



Le goût du bon pain

Afin de satisfaire la demande nationale en farine, les Moulins d'Afrique sont en train de doubler leurs capacités de production. Filiale du groupe Sonoco, cette minoterie est autant la success-story d'un autodidacte qu'un partenariat Sud-Sud exemplaire.



L'usine de production de farine des Moulins d'Afrique (LMA), dans le quartier de Sonfonia, dans le nord de Conakry, ressemble à une unité industrielle comme une autre, tenue avec le plus grand professionnalisme. À l'entrée, le piéton est invité à suivre les lignes tracées au sol, le long du parking où sont alignés les poids lourds, afin d'éviter ceux qui entrent ou sortent, au pas, en marquant l'arrêt sur le pont-bascule qui pèse leur chargement. Des bureaux, d'énormes silos, le bruit sourd des machines en action, un hangar de stockage près duquel des travailleurs chargent un camion et... l'odeur réjouissante de pain en train de cuire.

Il faut pousser la porte d'une pièce mitoyenne au hangar pour tomber nez à nez avec un boulanger qui gère les arrivées sur ses étales

de pains et de viennoiseries encore chauds. Nous sommes ici dans le dernier niveau de surveillance de la farine des LMA. Chaque jour, une équipe y esquisse les mêmes gestes que des milliers de boulangers du pays, afin de s'assurer que ce qui est produit dans les bâtiments voisins est de bonne qualité.

LMA a été inaugurée en mars 2014 par le président Alpha Condé et le roi marocain Mohammed VI. Et pour cause : l'entreprise est le fruit d'un partenariat entre le groupe guinéen Société nouvelle de commerce (Sonoco) et Les Moulins Lahlal. Près de 30 millions d'euros y ont été investis depuis 2012. C'est à cette date que Sonoco, simple importateur, a décidé de passer à la production avec son partenaire marocain. La fabrication et l'installation des chaînes logistiques ont été assurées par le suisse Bühler, géant mondial du secteur. Bâtie sur 3,5 hectares, LMA produit environ 600 tonnes de farine par jour, en écrasant le blé importé d'Allemagne. Elle possède également une unité de production de son destiné à nourrir le bétail (bovins et volailles). Emballés dans des sacs de 50 kg, les produits des Moulins sont distribués dans tout le pays sous la marque AGB. Leur richesse en vitamines et éléments minéraux est certifiée par l'ONG Helen Keller International, leader dans la prévention de la cécité et de

30

millions d'euros ont été investis depuis 2012.

Le Maroc, un partenaire privilégié

Outre Les Moulins Lahlal, plusieurs entreprises marocaines ont su nouer des liens avec des acteurs locaux guinéens ou investir directement dans des secteurs stratégiques du pays ces dernières années. C'est le cas du géant mondial des engrais, l'Office chérifien des phosphates, partenaire privilégié du gouvernement, ainsi que du groupe Addoha, qui construit une cimenterie et réalise des logements à Conakry. ■



Les Moulins d'Afrique produisent environ 600 tonnes de farine par jour.



la malnutrition dans le monde. À côté du parking de poids lourds - l'entreprise en compte 27 en propre, de marque Iveco - sont entreposés plusieurs dizaines de conteneurs. Une cinquantaine ont été nécessaires pour réaliser l'extension de l'unité de production, signe du succès de la farine produite ici et de la capacité du marché local à l'absorber. En vue : le doublement des capacités de l'usine, qui vont atteindre 1 250 tonnes cette année alors qu'un partenaire français érige de nouveaux silos également.

Self-made-man

Partenariat Sud-Sud exemplaire, l'aventure LMA, et plus largement Sonoco, est celle d'un self-made-man qui a migré au milieu des années 1970, âgé de 14 ans, de Kégnéko, une bourgade des environs de Mamou, en Moyenne-Guinée, à Conakry. Vendeur de pains chauds à ses débuts, Mamadou Saliou Diallo est aujourd'hui le PDG d'un groupe qui, outre LMA, compte quatre filiales spécialisées dans le transport et la logistique (AM Transit), la métallurgie (Métal Import), la construction et l'immobilier (Global Investment and Construction, GIC) et la finance (Nouvelle Compagnie d'investissement, NCI). Son poids : 800 emplois directs et un chiffre d'affaires de plusieurs millions de dollars.

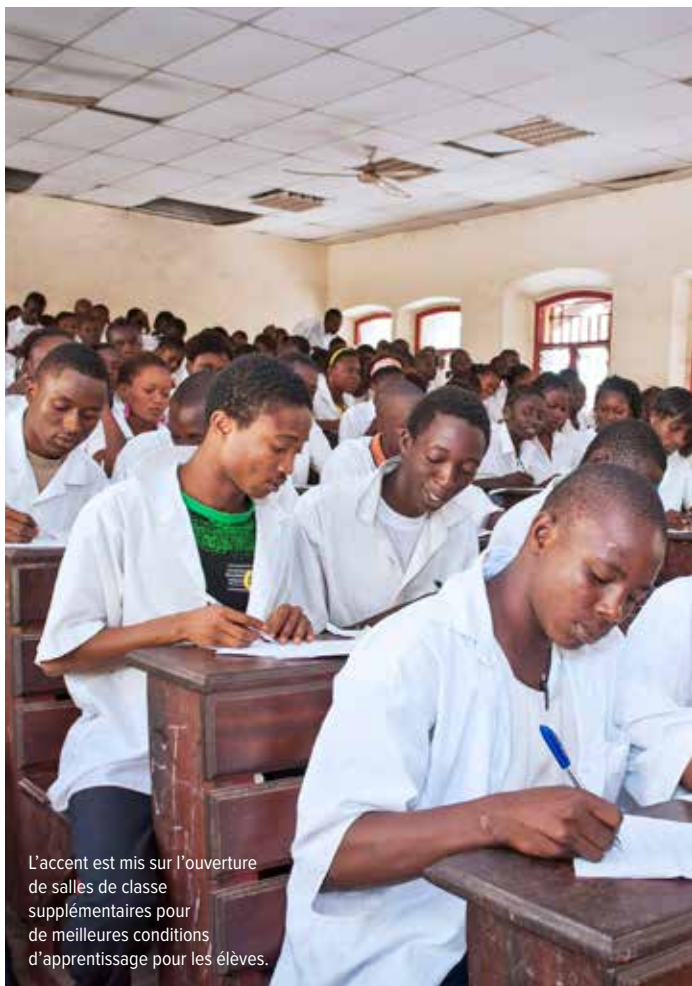
Arrivé sans bagage scolaire dans la capitale, il a su s'entourer de cadres formés. Parmi eux, son fils aîné, Abdoul Karim Diallo, directeur général adjoint du groupe depuis 2009, diplômé en marketing et communication de l'Institute for Leadership and Communication Studies (ILCS), à Rabat, ainsi qu'en management et stratégie de la Columbia Business School, à New York.

Son exemple est d'autant plus important que les initiatives de Sonoco correspondent aux priorités du gouvernement : assurer la sécurité alimentaire de la population, créer de l'emploi et de la richesse. Grâce à ses sous-produits, LMA entend devenir le premier producteur d'aliments pour le bétail et la volaille en Guinée et figurer parmi les plus importants de la sous-région. En doublant ses capacités de production, l'entreprise vise également la conquête des marchés sous-régional et continental. ■

L'entreprise s'est aussi lancée dans l'alimentation pour bétail.

Professeurs en manque d'école

Comme le secteur de la santé, l'enseignement primaire et supérieur s'améliore. Reste à accentuer la dynamique en formant davantage et en construisant de nouveaux établissements. Les états généraux annoncés par le chef de l'État devraient y contribuer.



L'accent est mis sur l'ouverture de salles de classe supplémentaires pour de meilleures conditions d'apprentissage pour les élèves.

Une dizaine de milliers de classes ont été construites et près de 5 000 enseignants recrutés ces dernières années, rappelait le chef de l'État en janvier en présentant ses vœux. Le recensement biométrique et le traitement informatique des dossiers d'orientation et de gestion des étudiants ont contribué à une meilleure maîtrise des effectifs dans l'enseignement supérieur, ajoutait-il, précisant rapidement que cela restait insuffisant. L'une des priorités pour le président est d'organiser des états généraux avec toutes les parties prenantes du secteur, afin de réformer ce dernier.

Outre le fait que les infrastructures continuent de manquer, les professeurs sont trop peu formés. Seulement 44 % des enseignants ont reçu la formation professionnelle requise, selon le diagnostic du Plan national de développement économique et social (PNDES). Une proportion importante de jeunes Guinéens n'a pas accédé au système éducatif et la plupart des élèves ne sont pas préparés pour s'insérer sur le marché de l'emploi. À peine 1% accèdent à une formation technique et professionnelle de qualité.

Le PNDES, en s'appuyant sur les programmes sectoriels en cours, s'attache à développer un système éducatif inclusif de qualité qui réponde aux besoins des secteurs modernes et informels de l'économie. Un système qui s'oriente de plus en plus vers la prise en compte de l'adéquation entre formation et emploi, notamment à travers le développement de l'enseignement professionnel. Le PNDES accorde également une attention particulière à la réduction des disparités géographiques et de genre.



Quatre universités à réhabiliter

Le ministère de l'Enseignement supérieur manque d'infrastructures pour satisfaire la demande actuelle, alors même que le nombre d'étudiants explose. Afin d'y faire face, quatre universités doivent être réhabilitées et agrandies pour un montant estimé à 300 millions de dollars (environ 250 millions d'euros) dans les quatre régions naturelles du pays. Il s'agit des universités de Sonfonia, de Labé, de Kankan et de Nzérékoré. Leur capacité d'accueil globale devra passer de 26 000 étudiants actuellement à 51 000. Ce projet devrait être réalisé dans le cadre de l'accord de partenariat et d'investissement signé avec la Chine contre des capacités d'exploitation minière en Guinée. Un contrat commercial a été paraphé avec China Bengbu International Technology and Economic Cooperation (CBITEC), alors qu'un accord-cadre avec un consortium de cinq banques chinoises a été conclu pour le financement de 85 % du projet de réhabilitation de l'université de Sonfonia.

1000 PHD et 5000 masters

Alors que les enseignants les plus qualifiés arrivent à la retraite, les plus jeunes sont trop peu formés. Le recensement biométrique des enseignants appartenant à des institutions d'enseignement supérieur a révélé que, sur une population de 1 392 personnes, 50 % n'étaient pas encore titulaires d'un master. Pour y remédier, les autorités ont imaginé un programme d'accès à des formations diplômantes sur sept années, en lien notamment avec l'université de Tunis, dont le coût est estimé à 38,2 millions de dollars.

Équiper les laboratoires et les ateliers

Ce programme doit faire face à l'insuffisance des équipements dans les rares établissements techniques et de recherche de Guinée, ainsi qu'à l'université. La situation, que le PNDES décrit comme « alarmante », affecte la qualité de la formation, et le projet

décrit ici doit permettre de réduire l'emploi de main-d'œuvre étrangère et d'augmenter le taux d'absorption des étudiants diplômés des structures locales. Son coût est estimé à 22,5 millions de dollars.

Un futur Centre d'excellence des mines et géologie de Boké

Ce centre doit contribuer à améliorer l'employabilité des jeunes Guinéens dans un secteur en forte croissance : les mines. Il doit être mis en œuvre dans le cadre de l'Union du fleuve Mono, qui a décidé en 2012 de le créer pour la sous-région en Guinée. Cela devrait passer par la transformation de l'actuel Institut supérieur des mines et géologie de la ville minière. Le projet, estimé à 3 millions de dollars, pourrait être réalisé avec la coopération allemande.

Première nécessité : des collèges et des lycées

Continuer de construire des collèges et des lycées est impératif pour résorber les besoins actuels, estimés à quatre écoles secondaires dans chacune des préfectures du pays. À Conakry, il faudrait trois collèges et deux lycées à Matoto et à Ratoma, ainsi qu'un collège et un lycée à Matam et Dixinn. Environ 103 millions de dollars sont requis pour la réalisation de ce projet. ■

Les mères de Guinée se mobilisent pour que leurs filles aient accès à l'éducation.

300

millions de dollars sont nécessaires pour les facultés de Sonfonia, Labé, Kankan et Nzérékoré.

Renforcer le système sanitaire

Pour relever les nombreux défis structurels que présente la santé publique, le Plan national de développement économique et social prévoit d'augmenter ses moyens financiers et humains.

Plusieurs indicateurs prouvent les progrès réalisés ces dernières années en Guinée en matière de santé. Le taux de mortalité infantile est passé de 163 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2005 à 61 pour 1 000 en 2015, alors que le ratio de mortalité maternelle passait de 980 pour 100 000 naissances vivantes en 2005 à 724 pour 100 000 en 2012. L'objectif ambitieux de 250 décès pour 100 000 n'a pas été atteint, mais ce taux a continué de baisser pour atteindre 695 pour 100 000 en 2015.

Le paludisme mieux soigné

La tuberculose est mieux prise en charge et le paludisme mieux soigné, avec un traitement gratuit dans toutes les structures sanitaires du pays. Mais ce dernier représente toujours 40,8 % des consultations, 45,3 % des hospitalisations dans les formations sanitaires publiques et 36 % des décès hospitaliers, son taux de prévalence restant de 44 % chez les moins de 5 ans. Parmi les principales causes de mortalité des enfants, il faut mentionner les infections respiratoires aiguës et les maladies diarrhéiques, mais aussi la malnutrition.

De la même façon, la prévalence du VIH/sida n'était plus que de 1,7 % en 2012, 2,1 % chez les femmes et 1,2 % chez les hommes. En revanche, si 30 040 personnes ont pu accéder à des traitements antirétroviraux, soit 59,1 % des personnes malades, ce taux n'a été que de 21 % chez les enfants, alors qu'il est passé de

17 % en 2011 à 62 % en 2014 pour les femmes enceintes. Cette impression mitigée a été renforcée par l'épidémie Ebola en 2014, qui a mis au jour la fragilité du système sanitaire.

Trop peu de médecins et de structures d'accueil

Pêle-mêle, le Plan national de développement économique et social (PNDES) relève plusieurs contraintes structurelles majeures à dépasser pour améliorer l'état de santé des populations. Parmi celles-ci figurent les faibles capacités humaines du système de santé, d'un point de vue autant qualitatif que quantitatif. Il y aurait dans le pays 1,3 médecin pour 10 000 habitants, contre une moyenne africaine de 2,6 médecins. Les capacités d'accueil sont aussi insuffisantes, avec un lit pour 3 600 habitants contre une norme de 1 lit pour 1 000 habitants, alors que 53 % des structures publiques ne répondent pas aux normes de la carte sanitaire. Sans oublier qu'une grande partie de la population est pauvre et qu'il n'existe pas d'assurance-maladie généralisée.

Une prise de décision facilitée

La gouvernance du secteur de la santé est caractérisée par un système d'information sanitaire embryonnaire, ce qui rend difficiles voire impossibles l'analyse et la diffusion rapide des connaissances sanitaires pour faciliter la prise de décision. Handicapé par des ressources budgétaires insuffisantes, le secteur pâtit d'une mauvaise coordination entre les autorités sanitaires et leurs partenaires, privés ou institutionnels.

Plus de services pour chacun

Le PNDES compte répondre à ces enjeux afin d'assurer rapidement un meilleur accès à des services de santé plus performants. En

Les
taux de
mortalité
infantile et
maternelle
ont baissé.



intégrant le Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2015-2024, il vise d'abord à améliorer la gouvernance du secteur en renforçant ses capacités financières, techniques et humaines. Le PNDES entend également renforcer la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels, la promotion des outils innovants de collecte de données pour étoffer le système d'information sanitaire, ainsi que le système de santé aux niveaux préfectoral et communautaire, pour augmenter l'utilisation équitable des services de santé. L'une de ses principales intentions consiste à atteindre une couverture du système de sécurité sociale de 15 % en 2020, contre 6 % en 2015. Les prestations sociales devront particulièrement être améliorées en direction des plus vulnérables, pour mieux couvrir les risques liés à la maternité, à l'enfance, à la vie active, à la vieillesse et à la maladie, et cela

jusqu'aux travailleurs du secteur informel et aux migrants.

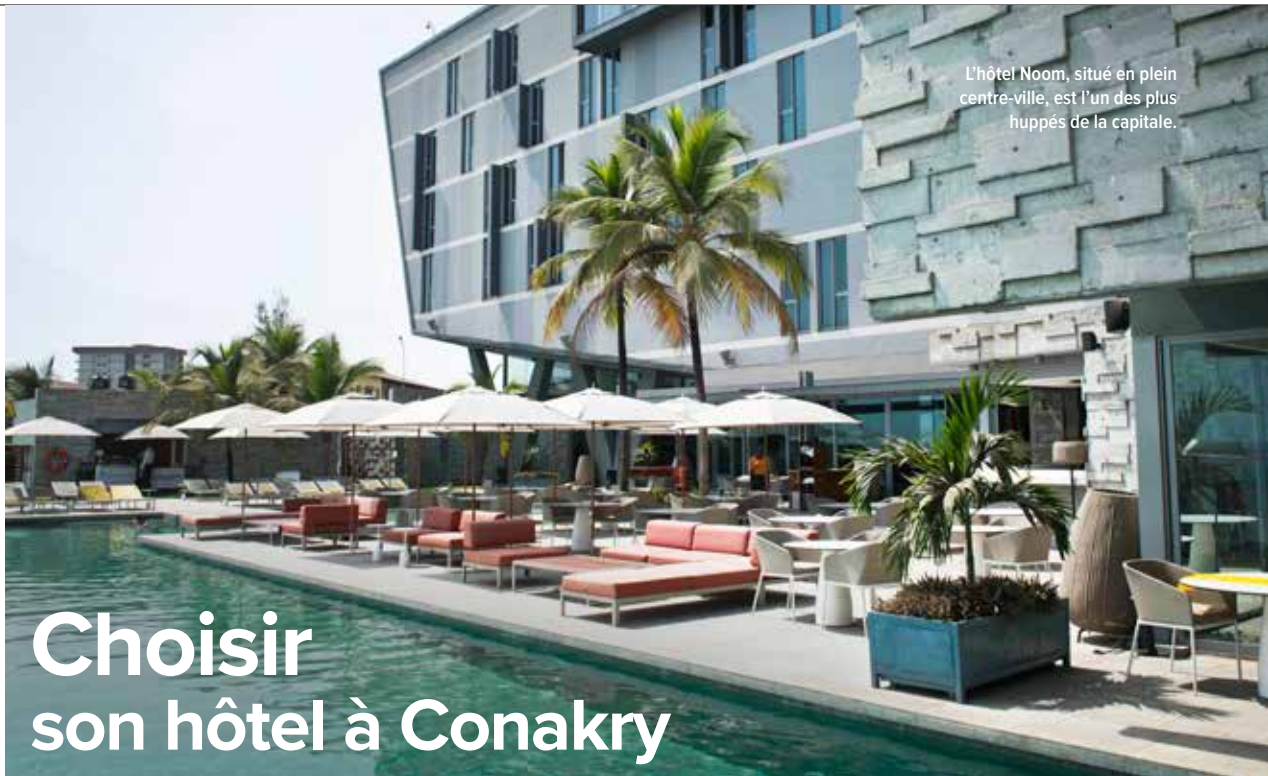
Une nouvelle faculté

Pour répondre à une partie de ces défis, la construction d'une faculté de médecine, pharmacie et odontostomatologie apparaît comme une urgence parmi les projets prioritaires du PNDES. L'inexistence de laboratoires pour les travaux pratiques fausse les diagnostics des médecins, insuffisamment formés. Cette infrastructure est donc indispensable pour améliorer la qualité de la médecine pratiquée en Guinée, de même que le nombre de médecins par habitant généralement toléré. Son coût est estimé à 10,7 millions de dollars (environ 9 millions d'euros), et son édification pourrait être réalisée en lien avec l'Organisation mondiale de la santé ou la Banque mondiale. ■

Le PNDES entend développer de façon équitable l'accès aux soins médicaux.

10,7

millions de dollars seront nécessaires pour la nouvelle faculté de médecine.



L'hôtel Noom, situé en plein centre-ville, est l'un des plus huppés de la capitale.

Choisir son hôtel à Conakry

Hôtel Palm Camayenne

Construit en 1964, le Palm Camayenne a été rénové en 2013. Premier grand hôtel de la Guinée indépendante, il a gardé son charme et son architecture monumentale et reste l'un des plus luxueux établissements de la capitale. Il se situe à Dixinn, à quelques kilomètres de la commune de Kaloum, considérée comme le centre administratif et d'affaires de Conakry, face à l'océan Atlantique. Il dispose de 123 chambres et suites, de trois restaurants et de deux bars, d'une grande piscine, d'un jardin, ainsi que de trois salles de conférences et d'un centre d'affaires.

→ **Dixinn, quartier Camayenne, corniche**

CP2818 Conakry
+ 224 656 10 10 10
+ 224 656 10 10 10
info@palmcamayenne.com
www.palmcamayenne.com

Onomo Hotel

Ce groupe cherche à répondre à la demande des voyageurs d'affaires, mais aussi au tourisme de loisir, en offrant le meilleur rapport qualité-prix possible. L'Onomo Conakry compte 123 chambres, trois chambres pour les personnes à mobilité réduite et douze chambres supérieures. Pour la première fois, une résidence hôtelière « made in Onomo » de 29 appartements de 36 m² et trois de appartements avec vue mer de 69 m² est proposée. L'hôtel est équipé de

quatre salons de réunion, avec wifi gratuit et des ordinateurs en accès libre. Situé sur le front de mer, dans la commune de Kaloum, il bénéficie d'une grande terrasse donnant sur un espace vert.

→ **En face du jardin du 2-October, corniche sud, quartier Tombo, commune de Kaloum**
5298P Conakry
+ 224 624 93 16 16
+ 224 624 93 16 20
onomo.conakry@onomohotel.com
www.onomohotel.com

Sheraton Grand Conakry

Les établissements de Sheraton Grand « offrent les plus hauts niveaux de conception et de service ». Et

Room, l'une des îles de l'archipel de Loos.

c'est à Conakry que le groupe de renommée mondiale a proposé ses services pour la première fois en Afrique de l'Ouest. Plus précisément dans le quartier résidentiel de Kipé, dans la commune de Ratoma, dans le nord-ouest de Conakry. Inauguré en décembre 2016, le Sheraton Grand dispose de chambres allant de 36 m² pour la « Club » à 186 m² pour la suite présidentielle, en passant par la Junior de 57 m².

Outre ses salles de conférences et son centre d'affaires, un spa, un centre de remise en forme ou encore une piscine à débordement agrémentent le séjour de la clientèle de l'établissement de onze étages.

→ **Kipé, centre émetteur, commune de Ratoma, Conakry**
+ 224 624 93 12 12
www.sheratongrandconakry.com

Hôtel Noom

Parmi les nouveaux hôtels de Conakry, c'est peut-être celui qui joue le plus la carte de la modernité, avec sa façade inspirée du design d'un paquebot. Sa terrasse et son restaurant sont devenus des lieux de sortie huppés pour les jeunes et moins jeunes cadres de la ville, qui viennent y siroter des cocktails en s'ouvrant l'appétit avec quelques brochettes, le bruit des vagues qui viennent s'écraser sur la falaise en contrebas en fond sonore. L'hôtel est situé en plein centre-ville, sur la presqu'île de Kaloum.

→ **Teminetaye, avenue de la République, commune de Kaloum**
BP 3472 Conakry
+ 224 626 33 33 33
info.conakry@noomhotels.com
www.conakry.noomhotels.com/fr



Excursions

Si vous disposez d'une demi-journée libre, les îles de Loos constituent un lieu d'évasion unique. Elles ont l'avantage de se situer à 7 petits kilomètres au sud de la presqu'île de Kaloum. De quoi éviter de traverser toute la ville en plus d'une heure, afin d'accéder à la nature généreuse qu'offre aussi la grande banlieue de la capitale.

Le calme après la tempête

Loos est un archipel qui couvre environ 60 km² et comprend trois îles principales – Tamara, Kassa et Room – ainsi que quatre îlots inhabités dans sa partie sud – Corail, Blanche, Cabris et Poulet. Le tout forme un cercle d'environ 19 km de diamètre. L'île de Tombo, sur laquelle le centre historique de Conakry a été bâti, a autrefois fait partie de l'archipel. Les visiteurs de ces lieux merveilleux témoignent du dépaysement et du calme qu'ils ressentent, à un jet de pierre du tumulte de la capitale. Room, alias Crawford Island durant la période

britannique de l'archipel, est l'une des nombreuses îles réputées avoir inspiré le roman *L'île au trésor*, de Robert Louis Stevenson.

Plage, randonnée, pêche en mer...

Pour les amateurs de farniente, les îles de Loos sont idéales, avec leurs plages de sable fin (inexistantes sur le pourtour de Conakry) bordées de palmiers et de cocotiers. La température de l'eau y est agréable toute l'année. Les plus sportifs peuvent également pratiquer des activités nautiques : baignade, plongée, voile, pêche en mer... Des randonnées sont aussi possibles, de même que des visites culturelles, comme celle de l'ancien pénitencier de Fotoba, qui recevait les grands détenus de l'ancienne Afrique Occidentale française (AOF), alors que l'archipel a aussi joué un rôle dans le commerce triangulaire. Des structures permettent de se restaurer sur place ainsi que d'y passer la nuit.

COORDONNÉES UTILLES

Présidence

www.presidente.gv.gn

Gouvernement

www.gouvernement.gv.gn

Institutions liées à l'économie productive

Agence de promotion des investissements privés (Apip)

252, rue KA 022 - BP : 2024,
Boulbinet, Conakry
+ 224 656 31 11 14
info@apip.gv.gn
www.apip.gv.gn

Portail des investissements

www.invest.gv.gn

Port autonome de Conakry

Avenue du Port, Coronthie,
Kaloum, Conakry
info@portconakry.com
www.portconakry.com

Portail du cadastre minier de la République de Guinée

www.guinee.cadastreminier.org/fr

Autorité de régulation des postes et télécommunications

+ 224 657 66 66 31
arpt@arpt.gv.gn
www.arpt.gv.gn

Ministères liés à l'économie productive

Ministère des Transports

Corniche, côté port, Almamy,
Kaloum, BP 715 Conakry
+ 224 622 20 10 24

Ministère de l'Hôtellerie, du Tourisme et de l'Artisanat

Kaloum, Boulbinet, Conakry
+ 224 625 50 46 84

Ministère de l'Économie et des Finances

Boulevard du Commerce,
Kaloum
BP 579 Conakry
www.mef.gv.gn

Ministre du Plan et de la Coopération internationale

Kaloum, Almamy
BP 1210 Conakry
+ 224 657 21 21 87
www.mpciguinee.info

Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique

Kaloum, Almamy
BP 1217 Conakry
+ 224 620 74 80 10

Ministère de l'Agriculture

Kaloum, Almamy
BP 576 Conakry
+ 224 664 24 72 63

Ministère de la Ville et de l'Aménagement du territoire

Kaloum, Almamy
BP 846 Conakry
+ 224 622 22 42 23

Ministère des Mines et de la Géologie

Boulevard du Commerce,
Almamy
BP 295 Conakry
+ 224 625 215 567
info@mines.gv.gn
www.mines.gv.gn

Ministère des Travaux publics

Almamy
BP 581 Conakry
+ 224 622 38 62 26

Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle

Place du 8-Novembre,
Tombo, Kaloum
BP 6278 Conakry
+ 224 655 80 76 44
www.metfpet.gv.gn

Ministère de l'Industrie des PME

Kaloum, Almamy
+ 224 622 32 46 30

Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique

Boulevard du Commerce, rue
KA 007, Kaloum, Almamy
BP 5000 Conakry
+ 224 631 70 72 72

Ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Économie maritime

+ 224 628 52 11 02
www.peches.gv.gn



AN DE TRINITE
RIRI
NEE A

INFOS PRATIQUES



Formalités et santé

Les ressortissants de plusieurs pays sont exemptés de visa : Algérie, Bénin,

Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Tunisie. Ceux de tous les autres pays doivent en demander un auprès de la représentation diplomatique guinéenne compétente pour leur domicile, et ce avant d'entreprendre leur voyage. Pour information, le coût du visa à l'ambassade de Guinée à Paris s'élève à 60 euros pour un mois et une seule entrée. Certains visas peuvent autoriser plusieurs entrées et sorties.

Un certificat mentionnant que le vaccin contre la fièvre jaune a été effectué est requis. Il est conseillé de prévoir un traitement contre le paludisme.



Conditions climatiques

Le pays jouit d'un climat tropical, mais il varie selon les

régions, la différence étant importante entre la côte et le centre, où le Fouta-Djalon culmine à plus de 1500 mètres. L'Ouest est humide, le Centre tempéré, le Nord-Est tropical et le Sud-Est subéquatorial. Conakry en revanche, situé sur la côte, connaît peu de variations au cours de l'année. En hiver, les températures diurnes sont d'environ 30 degrés et, pendant la saison des pluies, elles peuvent descendre jusqu'à 27 degrés, bien que l'humidité élevée donne une impression de chaleur plus forte.



Y aller

De plus en plus de compagnies aériennes desservent l'aéroport international de Conakry Gbessia : Air France, Royal

Air Maroc, Brussels Airlines, Turkish Airlines, Ethiopian Airlines, Emirates, Tunis Air, Mauritanie Airlines.

La compagnie nationale Guinea Airlines est en cours de création en partenariat avec Ethiopian Airlines et Asky Airlines. Outre quelques aéroports d'Afrique de l'Ouest, elle reliera les grandes villes guinéennes.

Électricité

 **220**
volts,
mêmes prises
qu'en Europe

Monnaie



Le franc guinéen (GNF) ne peut s'échanger que sur place et l'on ne peut repartir de Guinée qu'avec une somme de 10000 GNF.

Usage possible de la carte de crédit (Mastercard, Visa) dans certains hôtels. Le cours du franc guinéen (GNF) est flottant, **un euro correspond à 10700 GNF environ.**

Décalage horaire



GMT

+ 00:00



57 bis, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Téléphone : +33 (0) 1 44 30 19 60
Fax : +33 (0) 1 44 30 19 30
www.jeuneafrique.com

TOUS DROITS RÉSERVÉS. LA REPRODUCTION, MÊME PARTIELLE, ET LA DIFFUSION, QUELS QUE SOIENT LES PROCÉDÉS,
SONT INTERDITES SANS L'AUTORISATION PRÉALABLE EXPRESSE DU GROUPE JEUNE AFRIQUE.
PHOTOS YOURI LENQUETTE POUR JAMG, SAUF MENTION

